

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE COMPTE-JOINT

EN

France et à l'Étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Avril 1909, à 1 heure

PAR

J. PETITPAS

Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
TISSIER, professeur.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE COMPTE-JOINT

EN

France et à l'Étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Avril 1909, à 1 heure

PAR

J. PETITPAS



Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur.*
TISSIER, professeur.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toulhier

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

OUVRAGES CONSULTÉS

- Alglave.* — Cours de science financière.
- Aubry et Rau.* — Droit civil français, t. 4.
- Borety.* — L'évolution des banques locales en France et en Allemagne.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.* — De la société, du prêt, du dépôt.
- Caillaux.* — Projet d'impôt sur le revenu.
- Deschamps.* — Des conventions conclues avec les banques pour la conservation des titres au porteur.
- Demante.* — Cours analytique de Code civil.
- Esmein.* — Droit constitutionnel.
- Fenet.* — Travaux préparatoires du Code civil. t. 14.
- Gareis Haltzendorff.* — Rechtslexicon. Depotgeschœft.
- Goschen.* — Traité des changes étrangers.
- Guillouard.* — Du prêt, du dépôt, du séquestre.
- Guilmard.* — L'évasion fiscale.
- Harvistoy.* — Des virements en banque.
- Jocard.* — Du dépôt de titres en banque.
- Kergall.* — Au voleur, le compte joint et le fisc français.
- Laurent.* — Principes de droit civil, t. 27.

Leroy-Beaulieu. — L'art de placer et de gérer sa fortune.

Marion. — La loi du domicile en matière successorale
selon la jurisprudence anglaise.

Pont. — Des petits contrats.

Stourm. — Systèmes généraux d'impôts.

Périodiques

Annales de droit commercial.

Bulletin Commentaire des lois nouvelles.

Bulletin de statistique et de législation comparée du minis-
tère des Finances.

Dalloz. Jurisprudence Générale.

Instructions de l'enregistrement.

Journal de droit international privé.

Journal officiel.

La Gazette des Tribunaux.

La Loi.

Le Monde économique.

L'Economiste français.

Les Pandectes françaises.

Le Répertoire périodique de l'enregistrement.

Revue politique et parlementaire.

Sirey. Recueil général des lois et arrêts.

La Vie économique et financière.

Codes civils allemand, belge et suisse.

Le Compte-joint en France et à l'Etranger

INTRODUCTION

Le compte joint, dont on a beaucoup parlé ces dernières années, a été considéré par le public et par les banques surtout comme un moyen de frauder les lois fiscales. A ce seul point de vue, et parlant au nom des principes, un moraliste réclamerait sa condamnation immédiate. Les moralistes sont des gens d'une culture classique intense et leurs idées sont quelquefois très absolues ; pour eux, la morale est une règle dont les prescriptions sont restées immuables, des premiers jours de l'humanité à notre époque. Mais en réfléchissant aux diverses conceptions que les peuples ont eues, à différentes époques, sur les points les plus essentiels du bien et du mal, à celle des Spartiates qui apprenaient le vol à leurs enfants, à celle des Arabes pour

qui le moyen sûr de gagner le Paradis est de tuer ou d'assassiner les infidèles, à celle des socialistes qui suppriment entièrement la propriété et le mariage, on peut trouver raisonnable que soit posée et étudiée cette question : « La fraude fiscale est-elle légitime en certains cas et en une certaine mesure ? »

Une réponse très nette a été faite par Socrate. Dans sa prison, peu de temps avant de mourir, il disait aux amis qui le suppliaient de s'enfuir, tout étant préparé, qu'il faut obéir aux lois de son pays, même injustes. Si un citoyen qui a grandi et vécu sous la protection de ces lois ne veut plus observer leurs commandements, il a un moyen de suivre sa volonté sans blesser la leur, c'est de quitter sa patrie et d'aller s'établir à l'étranger. Il faut donc obéir aux lois parce que ce sont les lois, sans autre raison. C'est une obligation morale qui ne souffre pas d'exceptions.

Dans les théories modernes, l'on fait intervenir deux idées : celle de justice et celle d'intérêt. Il faut obéir aux lois parce qu'elles sont justes ou qu'elles sont établies dans l'intérêt de la communauté. « L'Etat ne prescrit rien qui ne soit exigé par l'intérêt bien entendu de ses membres ». « A mesure qu'ils se développent, l'Etat et le droit exigent de plus en plus de l'individu. La société réclame sans cesse de nouveaux sacrifices, un besoin satisfait engendre un besoin nouveau. Chaque but nouveau qui vient ajouter aux anciens buts sociaux appelle une force active plus puissante et des moyens financiers

plus étendus auxquels l'individu doit apporter sa contribution (1). »

De même M. Esmein définit la loi « une règle impérative ou prohibitive posée par le souverain qui statue, non pas dans un intérêt particulier, mais dans l'intérêt commun, non à l'égard d'un individu isolé, mais à l'égard de tous, pour l'avenir et à toujours. Dans de telles conditions, elle ne peut guère être injuste » (2). L'on pourrait multiplier les citations, et l'on trouverait toujours ce double souci : la loi doit être faite dans l'intérêt général et ne doit pas être injuste.

L'on comprend bien ce qu'est une loi faite dans l'intérêt général, mais qu'est-ce qu'une loi injuste ? C'est, pourrait-on dire, un texte législatif en contradiction avec les principes moraux qui régissent la conscience des hommes. De ce qu'une loi blesse la conscience, s'ensuit-il qu'on puisse ne pas la respecter ?

La Révolution française s'est chargée de répondre. Elle a changé la forme du gouvernement existant, fait disparaître tous les privilèges par des moyens qui n'étaient pas légaux. Est-il besoin de rappeler la prise de la Bastille, le retour forcé du roi de Versailles à Paris, etc. ? Si le peuple français n'avait pas employé la violence, comment aurait-il pu vaincre la résistance des classes privilégiées ?

1. Ihering. *Zweck im Recht*, p. 295 et suivantes. Cfr. Jocard. *Du dépôt de titres en banque*.

2. Esmein. *Droit constitutionnel*, p. 15, 3^e édition.

Ce changement, par la force, des lois édictées par l'autorité compétente parut si naturel que la Convention en consacra le principe dans un texte législatif.

L'acte constitutionnel du 24 juin 1793 porte en effet :

Article 33. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

Cet article, même encadré dans le reste du texte (1), peut prendre une extension dangereuse, et, mal interprété, permettre tous les excès des adversaires d'un gouvernement. Constitutionnellement, sa valeur est très douteuse. La constitution de l'an III a été votée, mais elle n'a jamais été mise en vigueur. Ce ne serait pas une raison suffisante pour la déclarer sans valeur puisque l'abrogation par le non-usage n'existe pas dans le droit français. De plus une constitution « ne devrait être abrogée que par une nouvelle loi constitutionnelle rendue dans la forme voulue ». Mais, en France, tacitement, après une révolution, la constitution ancienne tombe de plein droit. Pour n'en citer qu'un exemple, en 1871, l'Assemblée nationale ne prononça pas, mais confirma « la déchéance

1. Art. 23. — La garantie sociale consiste dans l'action de tous pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits ; cette garantie repose sur la souveraineté nationale.

Art. 25. — La souveraineté réside dans le peuple.

Art. 34. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul des membres est opprimé ; il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Art. 35. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.

de Napoléon III et de sa dynastie déjà prononcée par le suffrage universel. Cela ne peut s'expliquer juridiquement que si l'on admet que le peuple, en acceptant sans résistance la révolution accomplie, a manifesté en dehors de toutes formes légales sa volonté d'abroger la constitution antérieure » (1). La jurisprudence française, pour sauver certaines dispositions constitutionnelles intéressantes, a imaginé un système ingénieux : les constitutions peuvent contenir des dispositions qui ne sont constitutionnelles que par la forme et non par l'objet. Elles se séparent de la constitution qui tombe et ne gardent plus que la force des lois ordinaires ; elles peuvent être modifiées par l'autorité législative habituelle. Ainsi l'article 75 de la constitution de l'an VIII, qui garantissait les fonctionnaires contre les poursuites, n'a été abrogée en 1870 que par un décret-loi du 19 septembre. Les articles 33 et 35 de la constitution de juin 1793 peuvent-ils être considérés comme ayant survécu ? Il semble bien que non, leur texte est inconciliable avec l'esprit des constitutions suivantes, notamment de la charte de 1815, encore qu'ils n'aient pas été abrogés explicitement.

D'ailleurs, en se dégageant des idées juridiques, qu'est-ce, en fait, qu'une loi contraire à l'équité ? La loi actuellement, en France, est l'expression de la volonté de la majorité des citoyens. Pourquoi la majorité édicte-t-

1. Esmein, *Traité de droit constitutionnel*, p. 420 et suivantes.

elle la loi ? c'est parce qu'elle a la force ; sinon il est bien évident que ce n'est pas elle qui imposerait sa volonté. En fait, la loi est donc l'expression de la force. Sans la justice, la loi n'est que la volonté du plus fort à laquelle aucun principe n'empêche de se soustraire, par la ruse ou de toute autre manière.

Ainsi donc, en certains cas, on peut se soustraire à l'application d'une loi. Les lois fiscales françaises sont-elles de celles que l'on peut violer sans violer en même temps les lois morales ? En un mot, sont-elles injustes et peut-on essayer d'en atténuer la rigueur en faisant disparaître aux yeux du fisc une partie de la base de perception ? La question ne se pose guère que pour les impôts directs. Si l'on peut arriver à excuser les gens qui dérobent une partie de leur fortune personnelle aux atteintes du fisc, l'on ne peut guère faire de même pour ceux qui achètent des marchandises, comme les contrebandiers, et les passent en fraude, en vue de gagner, en les revendant, une partie ou la totalité de l'impôt que paient les commerçants honnêtes.

Les impôts directs existant actuellement sont : les quatre contributions, directes, quelques taxes assimilées, et l'enregistrement. L'impôt foncier, la contribution personnelle mobilière, l'impôt des portes et fenêtres, les patentes sont perçues d'après les signes extérieurs du revenu ; elles frappent la fortune ostensible. Si vous voulez payer moins, montrez moins que vous êtes riches, louez un appartement moins cher, ayez une auto-

mobile de moins de chevaux, n'achetez pas plusieurs résidences à la campagne, et vous serez en règle avec la loi, tout en supportant un impôt moins lourd. La résistance à l'impôt n'existe guère pour ces quatre contributions si méprisées actuellement. La lutte a lieu entre l'Enregistrement et les contribuables au sujet des mutations à titre onéreux et surtout des mutations à titre gratuit, des successions. Il faut avouer que c'est bien souvent l'Enregistrement qui commence. Il n'est d'abord pas à armes égales avec les contribuables devant les tribunaux, et l'étude de ses privilèges ne dispose pas en sa faveur. On a la sensation de se trouver en présence d'une injustice. La prescription en faveur de l'Enregistrement est en général de cinq ans et souvent moins ; celle que les contribuables peuvent lui opposer est souvent de dix ans, quelquefois de trente. Quand il succombe dans un procès, il n'est jamais condamné aux dépens : quand il gagne, son adversaire supporte tous les frais. En certains cas, le contribuable doit employer la preuve par acte authentique ou acte sous seing privé ayant date certaine, et l'Enregistrement peut se contenter des moyens de preuve ordinaires.

Certains modes de calcul de l'impôt peuvent aboutir à des résultats iniques. Ainsi la valeur d'un immeuble est appréciée lors d'un décès en multipliant le revenu par 25 pour les immeubles ruraux et par 20 pour les autres. Cette mesure, si elle est favorable aux agriculteurs dont le revenu ne dépasse pas 3 0/0, est défavora-

ble aux propriétaires de maisons dans les centres urbains et d'autant plus que la maison est plus vieille. En effet, il n'est pas rare de voir des adjudications d'immeubles rapportant net 6, 7 et même 8 0/0 c'est-à-dire brut près de 10 0/0 ; et ainsi l'héritier pourra payer les droits sur deux fois la valeur de la maison. Si l'on songe que le passif n'est déduit de la succession imposable que depuis 1901, l'on voit quels impôts pouvait payer une vieille maison hypothéquée.

Et même maintenant, la déduction du passif est soumise à des règles si restrictives, la preuve est si malaisée à faire que l'on peut arriver à de véritables spoliations. Voici un fait : Un ingénieur recevait fréquemment en dépôt des sommes assez importantes destinées à payer des travaux, qu'on lui confiait donc pour peu de temps. Il les déposait à son compte dans une société de crédit et ses mandants ne s'occupaient pas de lui fournir un acte ayant date certaine qui pût faire preuve en cas de décès contre l'enregistrement. Il mourut subitement, ses héritiers furent obligés de payer pour des sommes déposées à son compte, qu'ils rendirent ensuite aux légitimes propriétaires.

De même les conflits de législation en droit international privé aboutissent à faire payer deux fois les droits sur les mêmes valeurs mobilières. En France l'impôt est dû sans avoir égard à la nationalité du défunt et des successibles : sur toutes les valeurs mobilières quand le défunt est domicilié en France ; quand il n'y

a ni son domicile de droit ni son domicile de fait, sur ses meubles situés en France, et dans tous les cas sur les immeubles possédés en France. Dans tous les pays la jurisprudence est constante. Les immeubles ne payent que dans le lieu de leur situation. Pour les meubles, en vertu de la règle *mobilia sequuntur personam* ils paient si le défunt était domicilié dans le pays. En France, le fisc ne distingue pas entre le domicile de droit et le domicile de fait. Les tribunaux ont même considéré comme domiciliés en France des étrangers qui y résidaient une grande partie de l'année ou y avaient placé, par un dépôt dans les banques françaises, une grande partie de leur fortune (1). Dans divers pays, notamment en Angleterre (2), les valeurs déposées dans une banque nationale sont réputées être situées dans le pays et y supportent les droits de mutation. Il peut se faire qu'un Français domicilié en Angleterre et y ayant des valeurs déposées y décède. La succession mobilière sera considérée comme imposable en Angleterre par le fisc anglais et en France par le fisc français. Il se peut même que les droits soient dus dans trois états pour les mêmes biens. Si un sujet autrichien ayant en France un domicile de fait et des valeurs mo-

1. *Journal de Droit international privé*, année 1904. Comparaison des charges fiscales qui pèsent sur les placements en valeurs françaises ou en valeurs étrangères.

2. *Journal de Droit international privé*, 1908 p. 343 et suivantes. Jobit.

bilières en Angleterre vient à mourir en Autriche, dès que la succession s'ouvre sous la loi autrichienne toutes les valeurs mobilières paient l'impôt ; du moment que le défunt a son domicile de fait en France, le fisc le considère comme soumis aux droits, et le dépôt de valeurs mobilières en Angleterre suffit à les y faire payer.

L'on pourrait multiplier ces exemples, mais ils ne sont l'effet que de dispositions d'importance secondaire dans nos lois fiscales, qu'une révision sérieuse pourrait sensiblement améliorer. Notamment en ce qui concerne les conflits de lois, M. Caillaux poursuit une tentative d'entente internationale (1).

La véritable cause de la fraude, et par suite de l'émigration de nos capitaux, est l'établissement d'un tarif progressif, d'abord dans l'impôt sur les successions, ensuite et surtout dans le projet d'impôt sur le revenu.

Notre loi actuelle sur les successions date de 1901, elle établit une double échelle de droits progressifs

1. *Vie Financière* du 27 janvier 1908, interview de M. Caillaux. « La richesse mobilière évolue aujourd'hui dans des conditions tout à fait nouvelles au point de vue international. Or, les législations qui la régissent dans les différents pays sont dissemblables et contradictoires et pas le moins du monde adéquates aux conditions de l'évolution financière moderne. Il est bien évident qu'il ne s'agit pas de poursuivre l'utopie d'une unification à laquelle ne se prêteraient d'ailleurs ni les mœurs ni les caractères particuliers des différents peuples. Mais il est possible de trouver des points communs, de grandes lignes de même sens suivant lesquelles pourrait s'établir une entente internationale capable d'assurer une situation meilleure aux valeurs mobilières. »

variant selon la parenté et l'importance des fortunes. Le tarif, relativement modéré en ligne directe, devient trop fort en ligne collatérale, entre frères et sœurs, où il commence à 10 0/0, et exagéré entre étrangers où il dépasse 20 0/0.

Le projet d'impôt sur le revenu comporte une taxation fixe et un tarif progressif ; les deux réunis arrivent à frapper les valeurs mobilières d'une contribution de 16 0/0. Certes, ces impôts sont lourds, mais ce n'est pas leur poids qui effraye les contribuables, c'est la possibilité d'une aggravation pour ainsi dire indéfinie du tarif, aggravation toujours à redouter avec le système progressif, puisqu'elle n'est supportée que par une minorité, et c'est la grande qualité de ce système pour les uns, son grand défaut pour les autres.

Les premiers lui attribuent deux sortes de mérites (1). Il rétablit d'abord la proportionnalité que les impôts directs ont détruite. Les besoins primordiaux de l'homme qu'il soit riche ou pauvre sont les mêmes ; le riche ne mange pas beaucoup plus que le pauvre, et l'un et l'autre paient ainsi à peu près la même somme au fisc en impôts de consommation. C'est une sorte de capitation et le sacrifice demandé est beaucoup plus grand pour l'un que pour l'autre. Prendre la même somme à deux possesseurs de revenus grandement iné-

1. Voir Stourm. *Systèmes généraux d'impôts*, chap. 19 : « Le système progressif ».

gaux, c'est établir une progression à rebours, les charges croissant avec la misère. Pour rétablir la justice, il faut mettre en action l'impôt direct progressif, les deux progressions se balanceront et l'équilibre sera obtenu.

La réforme, dit M. Jaurès (l'impôt sur le revenu à tarif progressif) « a pour la classe ouvrière un double et grand intérêt. D'abord quand une comptabilité exacte des revenus capitalistes et bourgeois sera enfin dressée, il sera possible de calculer plus sûrement quels sacrifices peuvent être demandés aux classes possédantes et privilégiées pour alimenter dans l'intérêt des travailleurs les œuvres de solidarité sociale » (1).

Certains partisans du système vont plus loin et se proposent d'en faire un moyen de réaliser le nivellement des fortunes et c'est là sa deuxième qualité.

La souffrance causée par l'impôt n'est pas égale pour tous ; le pauvre à qui on enlève 100 francs sur 1.000 fr. de revenus souffre beaucoup plus que le possesseur de 100.000 francs de rente à qui l'on en enlève 10.000, ce qui réduit tout au plus son superflu. Il faut réaliser l'égalité des sacrifices ; cette égalité n'existera que quand l'impôt fera supporter à chacun la même somme de privations. Or, les sacrifices ne seront égaux que lorsque le nécessaire sera entamé dans la même proportion. C'est l'impôt progressif qui sera chargé de

1. Voir le *Matin*, du 16 février 1907. Cfr. *Economiste Français*, du 25 février 1907.

confisquer la partie des revenus qualifiée superflue (1). Certes les vrais socialistes n'approuvent pas cette réforme qu'ils jugent insuffisante, mais beaucoup de socialistes opportunistes trouvant la réforme sociale trop lente se contentent des étapes où les achemine l'impôt progressif.

La progression a des adversaires sérieux. Ils font remarquer d'abord que l'on exagère la rigidité des impôts indirects. Certes l'estomac du pauvre et celui du riche ont la même capacité, mais la cuisine du premier est beaucoup plus compliquée et coûteuse que celle du second ; il s'y consomme beaucoup plus de matières soumises aux droits. Ils reconnaissent néanmoins que l'impôt sur les objets de première nécessité frappe plus le pauvre que le riche, mais ils concluent à sa suppression ou à sa diminution graduelle.

L'argument principal qu'ils opposent au système progressif, c'est que son tarif n'a pas de limite infranchissable (2), « les partisans des tarifs progressifs modérés

1. « On raisonne dans la donnée du communisme et c'est au communisme qu'on aboutit nécessairement. Vouloir que le paiement d'une dette quelconque impose à tous le même degré de privations et de désagréments, au fond, qu'on se l'avoue ou non, c'est vouloir qu'il n'y ait plus ni riches ni pauvres... C'est tout simplement décréter l'égalité des conditions. » Baudrillart, 14 novembre 1871, *Revue des Deux-Mondes*.

2. Stourm, *Systèmes généraux*, p. 269. « Cependant tout en refusant de classer la progression parmi les formes d'impositions régulières, la science financière ne pousse pas l'intransigeance jusqu'à prononcer à son sujet, *ex professo*, une condamnation universelle. Elle consent à fermer les yeux sur les expériences plus ou moins inoffensives que

tracent sur le sable une ligne idéale que leurs successeurs effaceront à leur gré pour la reporter plus loin » et ces aggravations sont d'autant plus à craindre qu'une minorité seule en supportera les conséquences. Sur 11.000.000 de personnes ayant des revenus en France 480.000 ont plus de 5.000 francs de revenus, et 65.000 seulement ont plus de 20.000 francs (1). Un impôt progressif frappant lourdement les revenus supérieurs à 20.000 francs ne peut pas être considéré comme consenti par ceux qui le payent. Ce serait la même situation qu'avant la Révolution, mais renversée, les pauvres rejetant tout le poids des impôts sur les riches et avec les mêmes vexations, les mêmes rigueurs.

On verra peut-être même violer le secret des lettres, ce qui peut résulter de l'article 30 du projet d'impôt sur le revenu : « Les contraventions pourront être constatées en toutes circonstances au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, les agents des contributions directes et indirectes, des douanes et des postes. » A moins d'ouvrir les lettres, on ne voit pas bien comment les agents des postes pourront faire pour dresser des procès-verbaux. On peut en plus con-

certaines gouvernements solides ou se croyant tels entreprennent à leurs risques et périls et sous leur responsabilité, sans méconnaître le caractère suspect et irrégulier de l'expédient qu'ils emploient. Peut-être les gouvernements réussiront-ils, temporairement du moins, à se préserver des excès dans lesquels tomberaient d'autres Etats livrés aux passions démocratiques librement déchainées. »

1. *Economiste Français* du 23 février 1907, p. 257.

sulter le taux des amendes à payer, la façon dont elles passent aux héritiers, la facilité avec laquelle elles frappent le contribuable, pour se convaincre que la loi n'est pas faite par les gens susceptibles de les mériter mais contre eux. Cette loi serait donc contraire à la justice, de plus on peut la considérer comme contraire à l'intérêt commun si elle aboutit à diminuer la fortune des particuliers pour satisfaire aux besoins annuels de l'Etat, car elle diminuera le capital national sans compensation. Si de tels projets réussissent, il est évident que le fait de soustraire une partie de ses revenus à l'impôt deviendra simplement un fait de résistance à l'oppression (1). Mais à l'heure actuelle, nous n'en sommes pas encore là et quoique notre système fiscal présente de mauvais points de détail, quoique même certains tarifs soient exagérés comme ceux de l'impôt successoral, il vaut mieux s'acquitter envers l'Etat. En tout cas, il faut se décider à frauder, si l'on s'en croit le droit, avec une extrême réserve et agir si l'on fraude avec une grande prudence. Le choix des moyens pouvant servir à se dérober aux abus possibles sinon actuels est très délicat et il paraît utile d'examiner et de discuter le compte joint, un des moyens de fraude dont on a le plus parlé ces derniers temps.

1. Dans une hypothèse analogue, M. Leroy-Beaulieu dit : « Quand le contribuable refuse de payer, il ne commet aucune fraude, il ne commet aucune faute, il agit dans la plénitude et la certitude de son droit ; il se soustrait à une tentative d'extorsion ou de vol et voilà tout : sa conscience reste absolument pure, à l'abri de tout reproche, le plus scrupuleux moraliste ne peut concevoir aucun doute à ce sujet. » Leroy-Beaulieu. *Economiste français* du 3 août 1907, p. 153.

CHAPITRE PREMIER

DU DÉPÔT DE TITRES EN BANQUE DU COMPTE JOINT

Le compte joint est un compte de dépôt de titres ou de sommes ouvert par une maison de banque à plusieurs personnes de telle façon que l'un quelconque des titulaires puisse en son nom faire fonctionner le compte comme s'il en était le seul propriétaire et que la quittance qu'il donne soit libératoire pour la banque dépositaire.

Le compte joint est donc un dépôt de sommes et, en pratique, surtout de titres en banque. Nous allons examiner ce premier caractère.

L'article 1915 du Code civil dit : « Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la restituer en nature. » Le législateur a employé le mot acte, au lieu du mot contrat, pour faire entrer dans sa définition le séquestre qui est un acte judiciaire. Dans le même but il a évité de se servir du mot « gratuitement » qui était dans la définition de Po-

thier(1), mais le reprend dès qu'il parle du dépôt proprement dit (2) :

Article 1917. — « Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit. »

Le dépôt présente trois caractères :

1^o C'est un contrat réel (art. 1919) ;

« Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée. La tradition feinte suffit quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt. »

2^o Le dépôt est un contrat synallagmatique imparfait dans la conception de la loi. Au moment où il se forme, il n'y a d'obligation que pour le dépositaire qui doit rendre la chose ; mais éventuellement des charges pourront naître au déposant ; celui-ci pourra être obligé notamment de rembourser les frais faits pour la conservation de la chose déposée.

3^o Le dépôt est ordinairement gratuit.

Tels sont d'après MM. Wahl et Baudry-Lacantinerie les trois caractères essentiels du dépôt qu'ils ont d'ailleurs résumés dans cette définition : « Le dépôt proprement dit est un contrat par lequel une personne

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl. — *De la société, du prêt et du dépôt*, édit. 1907, p. 555. Pothier définit le dépôt : « Un contrat par lequel l'un des contractants donne une chose à garder à l'autre qui s'en charge gratuitement et s'oblige de la rendre lorsqu'il en sera requis. »

2. Article 1916. « Il y a deux espèces de dépôt : le dépôt proprement dit et le séquestre. »

(le déposant) remet une chose mobilière à une autre personne (le dépositaire) qui s'oblige à la garder gratuitement et à la rendre dans son individualité à première réquisition (1). » Le dépôt de titres rentre-t-il dans cette définition ?

Quand une personne veut donner ses titres en dépôt, elle s'adresse généralement à un de nos grands établissements de crédit, remet ses titres à un employé qui lui donne en échange un reçu provisoire et un récépissé définitif huit jours après (règlement de la Banque de France) ou quinze jours après (ainsi, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, etc.). La société garde les titres moyennant une rémunération et se charge d'autres opérations, comme du détachement et de l'encaissement des coupons, souvent aussi de la vérification des tirages. Les conditions du contrat proposé par la Banque aux clients sont différentes, mais toujours l'on y voit stipuler, du moins en France, une rémunération.

Le dépôt des titres en banque est un contrat réel qui exige la tradition de la chose déposée, mais ce n'est pas un contrat synallagmatique imparfait puisque des obligations naissent pour les deux parties simultanément : le dépositaire doit veiller sur les titres et rendre le dépôt, le déposant doit payer le salaire. Ce n'est donc pas non plus un contrat gratuit.

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la société, du prêt, du dépôt*, p. 561.

A vrai dire, il n'y a qu'une seule différence entre le dépôt en banque et le dépôt du Code civil, c'est que dans le premier il est stipulé un salaire, le caractère de contrat synallagmatique parfait dérive de cette stipulation de salaire qui est la seule obligation immédiate naissant à la charge du déposant. Si ce contrat était gratuit, il serait synallagmatique imparfait.

La stipulation d'une rémunération au profit du dépositaire suffit-elle pour que le dépôt en banque ne soit pas un dépôt au sens du Code civil ? L'article 1917 semble avoir tranché la question en disant « le dépôt essentiellement gratuit », mais celle-ci renaît par l'antagonisme de l'article 1917 et de l'article 1928. « La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur : 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt ; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt. » M. Wahl fait remarquer que d'après l'article 1917 le dépôt est essentiellement mais non exclusivement gratuit, d'où il résulte que l'on peut le concilier avec l'article 1928 2°, celui-ci dit simplement que la stipulation d'un salaire ne transforme pas forcément le contrat en un louage de service puisqu'il conserve les mots « dépositaire » et « dépôt ». « Le salaire stipulé peut n'être qu'une faible compensation de soins exigés par la garde du dépôt... Le salaire stipulé par le soi-disant déposant est-il l'équivalent exact du service qu'il rend en se chargeant de la chose ? C'est d'un louage de

service qu'il s'agit (1). » Si la rémunération est hors de proportion avec le service rendu, le contrat est toujours un dépôt. « Le contrat par lequel une personne ou un établissement de crédit s'engage moyennant un salaire modéré à garder des fonds ou valeurs peut être un dépôt (2). » Pour le dépôt irrégulier, le salaire peut être stipulé sous forme d'intérêts des sommes déposées, il peut même ne pas y en avoir sans que le contrat cesse d'être un prêt pour devenir un dépôt. Le seul critérium en cette matière est l'intention des parties. De même M. Pont (3) dit que la conciliation entre les articles 1917 et 1928-2° est possible. L'on ne peut pas faire aussi bon marché du texte de l'article 1928-2° et notamment des expressions « dépôt », « dépositaire » qui y sont employées. Si le prétendu dépositaire reçoit une somme qu'il a débattue et qu'il considère comme le dédommagement exact de sa peine, ce ne sera plus un dépôt mais un contrat à titre onéreux et commutatif dans le sens de l'article 1104 du Code civil, mais si la rétribution « n'est pas en rapport avec les soins que devra prendre le dépositaire, qui se charge du dépôt, plutôt par obligeance que pour en retirer un bénéfice, comment voir là un louage ou tout autre contrat commutatif quelconque ? Les conditions de l'article 1104 ne s'y rencontrent

1. Wahl et Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, p. 625.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, p. 628.

3. M. Pont. *Traité des petits contrats*, p. 185, t. I. Dans le même sens, voir Aubry et Rau, t. IV, p. 618 et 619. — Planiol, t. II, n° 2205.

pas » (1). M. Pont ajoute que quand celui à qui un objet a été confié fait profession de recevoir des dépôts, on présumera tout naturellement un contrat de louage.

Cette théorie a contre elle la majorité des auteurs. Laurent déclare que l'article 1928-2° s'exprime improprement ainsi que Pothier à qui cette disposition est empruntée. « La raison de cette disposition, dit Pothier, est que le contrat en ce cas n'est pas un vrai contrat de dépôt, n'étant pas gratuit, mais un contrat qui tient plutôt du louage. Ce contrat étant intéressé de part et d'autre le dépositaire doit, selon le principe commun à tous les contrats, être tenu de la faute légère. Ainsi en disant qu'il y a exception à la règle de la faute établie par l'article 1927, l'article 1928 s'exprime improprement de même que Pothier : le contrat n'est plus un dépôt et par conséquent la règle du dépôt n'est plus applicable (2). » Guillouard partage cette opinion que l'article 1917 doit prévaloir sur l'article 1928, il fait remarquer que c'était la tradition historique, en droit romain et dans notre ancien droit. Il donne la même explication de l'article 1928 : il ne s'agit pas de dépôt, mais de louage ; Pothier traitait du louage dans son commentaire du dépôt et les rédacteurs du Code ont

1. *Idem.*

2. Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXVII, p. 96.

fait de même (1). Un arrêt de la Cour de Riom du 30 mai 1881 consacre nettement cette opinion :

« Attendu que le dépôt étant qualifié par l'article 1915 un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui à la charge de la garder et de la rendre en nature, et le dépôt proprement dit étant, ainsi que l'énonce l'article 1917, un contrat essentiellement gratuit, il s'ensuit que ce contrat rangé au nombre de ceux qu'on appelle de bonne foi et de bienfaisance n'a lieu que pour l'utilité du déposant et ne crée d'obligation principale qu'à la charge du dépositaire ;

« Attendu que l'article 1709 du même Code définissant différemment le louage de choses, un contrat par lequel une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige à lui payer, il résulte d'une semblable convention un contrat synallagmatique parfait, grevant et favorisant le locateur et le locataire de charges et d'avantages réciproques ;

« Attendu que si l'article 1928 suppose que le dépôt puisse être salarié, c'est uniquement pour graduer plus sévèrement dans ce cas la responsabilité du dépositaire, mais que le législateur n'a point entendu par cet article déroger au principe posé par l'article 1917 précité, à savoir : que la gratuité est l'essence de ce contrat ;

1. Guillouard. *Du dépôt*, n° 16, p. 290. De même M. Demante. *Cours analytique de droit civil*.

« Attendu qu'aux yeux des jurisconsultes modernes comme des jurisconsultes anciens, le dépôt lorsqu'il est salarié constitue un véritable louage, puisqu'alors le dépositaire loue ses soins (1). »

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl font remarquer que si Pothier est aussi exclusif, c'est qu'il n'a pas considéré le cas où le salaire donné au dépositaire est assez inférieur au salaire normal pour que le contrat soit encore un contrat de bienfaisance.

Le dépôt de titres en banque se montre trop comme un contrat synallagmatique ordinaire avec charges réciproques pour les deux parties, pour qu'il puisse être regardé comme un contrat de bienfaisance. Une banque met à la disposition de ses clients un service de gardes de titres, il est évident que ce n'est pas pour leur rendre un service d'ami; ce qu'elle veut, c'est que ses dépenses soient couvertes et qu'elle ait en plus un bénéfice suffisant pour ses actionnaires.

Les rédacteurs du Code civil ne pouvaient pas prévoir l'extension que prendraient les établissements de crédit. Pour les quelques titres mobiliers existant, les particuliers les confiaient à leur notaire ou les gardaient chez eux : il n'est donc pas étonnant de ne rien trouver sur ce contrat dans le Code civil. Ce contrat se recommande donc essentiellement du principe de la

1. Dalloz, année 1882. 2. 38.

liberté des conventions (1). Cependant il a de grandes analogies avec le dépôt du Code civil et les auteurs qui se refusent à y voir un véritable dépôt n'hésitent pas à lui appliquer presque toutes les règles des articles 1915 et suivants. L'on pourrait considérer ce contrat comme une nouvelle variété de dépôt ne différant du dépôt proprement dit qu'en ce qu'il ne serait pas gratuit.

Avant d'aborder l'étude des règles applicables au contrat qui nous occupe, il convient d'examiner cette question : Le dépôt de titres est-il un dépôt irrégulier ?

La différence entre le dépôt régulier et le dépôt irrégulier est que dans le premier c'est l'objet déposé lui-même qui doit être rendu, dans le deuxième il suffit de rendre un objet équivalent. Si quelqu'un a reçu en dépôt irrégulier une somme d'argent, il ne sera pas tenu de rendre les mêmes pièces de monnaie qu'il a reçues, il pourra donc se servir de cet argent. Ainsi le dépôt irrégulier ressemble au prêt, car il y a livraison d'une somme à titre de restitution d'une somme équivalente et dans les deux cas la somme livrée devient la propriété de l'emprunteur ou du dépositaire et est mise à ses risques. Le seul critérium certain est celui que fournit

1. « La garde des titres apparaît donc comme tenant à la fois du louage de services et du dépôt, car, prise à part, l'obligation du banquier vis-à-vis du client est à certains égards identique à celle du dépositaire vis-à-vis du déposant. C'est donc intentionnellement qu'on a emprunté à deux types de contrats certains de leurs caractères pour créer ce dépôt qui se recommande du principe de la liberté des conventions. »
Jocard. Du dépôt de titres en banque.

l'intention des parties. Le dépôt irrégulier ne concerne guère que des sommes d'argent. C'est pour cela qu'il peut sembler étonnant de parler de ce genre de dépôt au sujet des titres. Il ne s'agit bien entendu que des titres au porteur. Il y a en France une centaine de milliards de valeurs mobilières. Les comptes de dépôt de fonds et de titres dans les cinq grandes sociétés de crédit : Société Générale, Crédit Foncier, Crédit Lyonnais, Crédit Industriel et Comptoir d'Escompte, de 598 millions en 1881 se sont élevés à 1.980 en 1906 (et il faut ajouter les 650 millions de comptes courants à la Banque de France) et à 2.355 millions en 1908.

Le montant des titres déposés n'est pas connu, sauf pour la Banque de France. En 1880 2.083.000 titres, valeur 1569 millions. En 1907 11.439.000 titres pour 7.230 millions. Ces titres sont diffusés dans toutes les classes de la société.

Il n'y a pas de différence entre une obligation d'une société et une autre d'une même société. Les titres ont donc cette qualité commune avec les pièces de monnaie d'être interchangeables à volonté.

Etant donné la facilité avec laquelle communiquent les grands marchés financiers des différents pays, étant donné la pratique de l'arbitrage, une obligation d'une grande société de chemin de fer américain a une valeur presque identique à un moment donné non seulement dans un Etat, mais dans tous les grands pays. Certaines grandes valeurs cotées dans presque toutes les bourses

peuvent servir de moyens de paiement internationaux ; de même à l'intérieur d'un pays, certains titres peuvent servir de moyens de paiement. Cette monnaie a le grand avantage sur les autres de ne pas rester improductive dans les mains de son détenteur (1). En fait, l'on s'est déjà servi des titres comme moyen de paiement, notamment pour régler l'indemnité de guerre de 1870 (2). Mais l'usage du titre comme monnaie ne s'est pas encore introduite dans nos mœurs. Cependant, l'on peut en signaler une application intéressante faite au *Giro Conto und Cassen Verein* de Vienne. Cet établissement ouvre des comptes de titres aux sociétés et aux particuliers. Le dépôt se trouve ordinairement combiné avec un compte de titres fonctionnant au moyen de chèques. Les titres qui sont en dépôt compte de virement (depot Girokonto) ne sont pas classés séparément pour le compte de chaque déposant, mais conservés par espèce de titre et les ayants compte ne sont pas admis à réclamer les titres mêmes qu'ils ont déposés. (art. 18 § 7 du *Geschæftordnung*). Les titres ainsi déposés peuvent être remboursés, au pair ou avec lot ; les gains et les pertes qui peuvent en résulter sont répartis sur toute la masse.

On ne peut disposer des titres versés à la masse qu'au

1. Voir M. Alglave à son cours.

2. Goschen. *Traité des changes étrangers*. Traduction de M. Léon Say. En annexe, voir le rapport sur le règlement de l'indemnité de guerre.

moyens de chèques. Le porteur d'un chèque en est considéré comme le légitime possesseur.

Les titres au porteur sont devenus ainsi des choses fongibles dont on peut disposer par ordre de virements ou par traites en n'indiquant que la quantité, absolument comme l'on disposerait d'une somme d'argent. Les titres déposés dans ces conditions sont une véritable monnaie (1).

L'on admet même dans certains pays étrangers que le dépôt de titres au porteur est présumé irrégulier (2), comme un dépôt de sommes.

Jusqu'à présent, en France le dépôt de titres est resté un contrat tenant du dépôt régulier à moins de stipulations contraires qui ne sont pas usitées.

Il convient maintenant d'étudier les dispositions principales applicables au contrat de dépôt de titres en banque. En général les banques tracent une convention où sont décrites les règles de fonctionnement du contrat, et la personne qui apporte ses titres à une banque déclare se soumettre au règlement dont il lui est remis un exemplaire. C'est un des contrats dénommés contrats d'adhésion par M. Saleilles (3). Ce contrat n'en

1. Jocard. *Du dépôt de titres en banque*, p. 251 et suiv.

2. Gareis Hottzendorff, *Rechtslexicon*, « Depotgeschäft ».

3. « Dans de tels contrats, on ne recherche pas la volonté commune des deux parties, mais on recherchera la volonté prédominante, c'est-à-dire qu'on interprétera le contrat d'après l'intention du contractant qui y a joué le rôle prépondérant, celle de la banque qui a posé ses conditions, le client ayant accepté cette situation. » Saleilles. *De la déclaration de volonté*, p. 229.

reste pas moins soumis aux principes généraux du Code.

La capacité nécessaire pour se faire ouvrir un compte de dépôt de titres est celle qui suffit pour administrer, car c'est un acte d'administration tendant à la conservation du patrimoine, que le mineur peut faire, de même la femme mariée, pour les biens dont son contrat de mariage lui laisse la disposition. Il est à remarquer que pour faire un dépôt irrégulier, il faut avoir la capacité d'aliéner; un mineur émancipé ne pourrait donc signer la convention du Giro und Cassen Verein.

Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit, article 1923. Pour le banquier, l'acte de recevoir en dépôt est un acte commercial et l'on applique alors les différents moyens de preuve du droit commercial (art. 109, C. de commerce). L'écrit que la banque délivre en échange des titres est le récépissé. Il indique la composition du dépôt, la nature, la série et le numéro des titres, ainsi que le numéro d'immatriculation des certificats sous lesquels ils figurent sur les registres de la société, la date, le nom et l'adresse du déposant, il est revêtu de plusieurs signatures il ne contient qu'une seule nature de valeurs.

Les obligations du banquier dépositaire sont de garder la chose, de faire le service des intérêts et de restituer.

Art. 1927. — « Le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il ap-

porte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » C'est la *culpa levis in concreto*, la faute que le dépositaire ne commettrait pas dans la gestion de ses propres intérêts, mais il faut appliquer ici l'article 1928-2° : « La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur... 2° si (le dépositaire) il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt... 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute. » C'est donc ici la *culpa levis in abstracto*, celle que ne commettrait pas un bon père de famille qui doit s'appliquer. Enfin, article 1929 : « Le dépositaire n'est tenu en aucun cas des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée. » En général les banques ne fixent pas dans leurs prospectus l'étendue de leur responsabilité. Il faut distinguer le cas fortuit et le cas de force majeure. Le cas fortuit est un événement naturel, tel le tremblement de terre de Messine. Le cas de force majeure suppose le fait de l'homme, une invasion, une émeute. Le dépositaire sera exonéré dans des cas semblables, à condition qu'il prouve qu'il y a bien force majeure. Le client n'aura qu'à prouver le dépôt, il le fera généralement par son récépissé.

Le cas de force majeure est reconnu assez facilement par les tribunaux. Le cas fortuit l'est moins volontiers, surtout quand ce n'est pas un fléau qui tombe à l'improviste, contre lequel on a dû prendre certaines précau-

tions (1). L'incendie ne constitue pas un cas fortuit par lui-même, car souvent il est dû à l'imprudence.

Toutes les fois que le banquier n'aura pas réussi à prouver devant les juges qu'il y avait force majeure, il sera condamné à rendre la valeur des titres, en tenant compte de la plus-value dont ils étaient susceptibles. Telle est la responsabilité contractuelle du dépositaire.

« Le dépositaire, article 1930, ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du dépositaire. » Ainsi, un banquier a reçu des titres en dépôt comme garantie des opérations de son client, il les envoie sans nécessité chez un correspondant, celui-ci les détourne, le banquier est responsable.

Si le dépositaire aliène les titres, il commet un abus de confiance, puni par les articles 405, 406 et 408 du Code pénal (2).

Si le dépositaire a aliéné les titres, son obligation de restitution se change en une dette de sommes d'ar-

1. Cassation, 9 novembre 1874. S. 1875. 1. 272.

2. Art. 408. — Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé sera puni des peines portées en l'article 406.

Art. 406. — (L'abus de confiance) sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs.

gent. Il sera difficile de la fixer exactement. Il faudra tenir compte du *lucrum cessans*, des bénéfices qu'aurait faits le propriétaire des titres s'ils n'avaient pas été détournés, c'est-à-dire des plus-values, des primes et des lots si c'étaient des obligations remboursables avec lots. Faut-il prendre pour base la valeur du titre au jour où l'action est intentée, ou au jour du dépôt ? La question n'a pas été tranchée (1). L'on devra tenir compte également de l'enrichissement sans cause du dépositaire infidèle. Des intérêts sont-ils dus ? Cela n'est pas prévu chez nous. Le Code civil allemand dit que le dépositaire infidèle qui dépense le dépôt en doit l'intérêt à 4 0/0 au jour de la dépense.

Si le déposant volé peut se faire rendre ses titres, il rencontrera de grandes difficultés. L'article 2279 accorde trois ans pour revendiquer, à celui dont le titre a été volé ou perdu, mais pas à celui qui a été victime d'un abus de confiance. En cas de faillite du dépositaire, le déposant ne recevra qu'un dividende. Son droit de

1. Cependant arrêt de la Cour d'Aix du 1^{er} décembre 1870. D. 1872.

2. 41 :

« Attendu que tout dépositaire est tenu de restituer la chose ou sa valeur, que ces deux obligations sont corrélatives et que, du moment où la seconde est destinée à remplacer la première, elle doit avoir la même date et la même étendue. — Attendu qu'en imposant au dépositaire l'obligation de rendre identiquement la chose qu'il a reçue l'article 1932 du Code civil indique énergiquement que l'obligation de restituer naît au moment de la remise et s'applique à la valeur de la chose à cette date ; d'où il suit que, si la chose n'est pas représentée, sa valeur doit être liquidée, ou, comme dans l'espèce actuelle, celle des titres déposés doit être réglée d'après le cours au moment de la remise. »

revendication sera perdu par suite de la disparition de la chose déposée, et il sera réduit à la situation de créancier chirographaire.

Si le client s'aperçoit à temps de la disparition de son titre, il devra suivre les dispositions de la loi de 1872. Il fera une double notification au syndicat des agents de change et à l'établissement émetteur ; si l'insertion au *Bulletin des Oppositions* est faite à temps, le déposant pourra peut-être reprendre ses titres, mais il sera rarement averti à temps, à moins que ce ne soit un employé de son banquier qui les ait détournés, d'ailleurs en ce cas il sera couvert par le patron.

En vertu de l'article 1384, le patron est responsable de la faute de ses employés puisque c'est lui qui les choisit, mais il faut que la faute du commis ait eu lieu dans l'exercice des fonctions de ce commis. Ainsi un clerc de notaire détourne un dépôt d'argent, le notaire n'est pas responsable, car le dépôt d'argent ne rentre pas dans les fonctions des clercs de notaire. (Bordeaux, 12 janvier 1881, *Journal des Notaires*, n° 22645.)

Le dépositaire, dans le contrat qui nous occupe, doit non seulement conserver la chose, mais en une certaine manière l'administrer, c'est en quoi ce contrat ressemble au louage d'ouvrages.

La principale obligation du banquier à ce point de vue est de détacher les coupons échus et de les présenter à l'encaissement. Ce service a pris une importance énorme tant au point de vue de l'opération matérielle du

détachement des coupons que de la vérification de ceux des titres sortis ou frappés d'opposition.

A l'obligation de garder le dépôt se rattache aussi celle de ne pas en révéler l'existence et la composition. Cette discrétion est indispensable, sinon le secret des affaires n'existerait plus et à un moment donné les employés d'une Banque pourraient ruiner un commerçant par exemple, en dévoilant la situation de son compte dans un moment critique aux gens qui voulaient traiter avec lui.

La dernière obligation du dépositaire sera celle de restituer. (Art. 1932.) Le dépositaire doit rendre la chose même qu'il a reçue. Ainsi, le dépôt de sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

C'est d'ailleurs pourquoi, en matière de faillite, l'on envisage la restitution de valeurs mobilières identiques à celles déposées, mais non les mêmes, comme une dation en paiement (Cass., 25 nov. 1900. S. 1901. 1. 113.) En cas de contestation sur l'identité des objets, c'est au déposant qu'il appartient de la prouver (1). On a admis comme preuves suffisantes « une étiquette portant que les titres appartiennent à un client déterminé ou portant simplement le nom du client, l'en-

1. Cour de Paris, 6 juillet 1870. D. 71. 2. 182. — Angers, 18 avril 1891. S. 91. 2. 159.

voi au client des numéros de ses titres, l'inscription de ces titres avec mention spéciale sur un registre, la marque du déposant sur une boîte, un coffre ou un sac contenant les valeurs déposées, la preuve que le dépositaire n'a reçu ni avant ni après le dépôt aucune valeur de même nature que la valeur déposée » (1). En cas de dépôt irrégulier, le dépositaire ne doit plus restituer la chose en nature, mais son équivalent.

« Si la chose déposée produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution. » (Art. 1936.) Si le dépositaire ne restitue pas au moment où on lui demande, il doit des dommages-intérêts égaux au montant du préjudice que le retard a causé au déposant.

Le dépositaire peut cependant être dispensé de restituer. (Art. 1946.) « Toutes les obligations du dépositaire cessent s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée. »

L'obligation de restituer cesse aussi, à certaines conditions, quand un tiers est propriétaire de la chose. Mais le dépositaire ne peut opposer la compensation en raison des créances qu'il peut avoir contre le déposant à une demande de restitution, sauf pour un dépôt irrégulier.

1. Wahl et Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, p. 591.

« Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant. » (Art. 1933.)

« Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui au nom duquel le dépôt a été fait ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir. » (Art. 1937.) Ainsi, un notaire est responsable de la remise des pièces entre les mains de prétendus ayants droit, si habilement que la signature ait été imitée. Le dépositaire qui a donné l'objet au tiers contrefacteur est responsable envers le déposant (1). Le contraire a été jugé en faveur des établissements de crédit (2).

Si un tiers est propriétaire de la chose, le dépositaire n'en sait rien et « il ne peut exiger de celui qui a fait le dépôt la preuve qu'il en était propriétaire. » (Art. 1938.) Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée et quel en est le légitime propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu. » L'alinéa 2 de cet article 1938 doit être interprété restrictivement, il ne saurait être étendu au cas d'une chose perdue.

1. Paris, 15 décembre 1892. *Le Droit*, 11 août 1893.

2. Tribunal civil de Lyon, 31 juillet 1886. *Moniteur judiciaire de Lyon* du 22 novembre 1886.

Si un jugement déclare que le déposant n'est pas le légitime propriétaire des titres et condamne le dépositaire à les rendre au véritable possesseur, le dépositaire ne sera tenu d'exécuter ce jugement que quand il aura passé en force de chose jugée.

Toutefois le dépositaire sommé par un tiers qui se prétend propriétaire de ne pas se dessaisir ne peut rendre le dépôt au déposant. (Art. 1944.) En cas de saisie-arrêt, il ne peut restituer avant la mainlevée.

Si un tiers est désigné pour recevoir la chose et que ce soit celui pour le compte duquel le dépôt est fait, le dépositaire encourt une responsabilité en faisant la restitution au déposant. Dans ce cas, la personne désignée est un véritable mandataire, et la restitution faite entre ses mains est valable quelque usage qu'elle fasse des choses restituées.

Le dépôt peut être constaté par un ticket au porteur, le dépôt devant être rendu au porteur de ce ticket. « Le droit pour le dépositaire de restituer le dépôt à un tiers résulte de ce que le dépôt est constaté par un ticket au porteur, la restitution peut être faite au porteur du ticket, ce n'est pas qu'il y ait là un mandat, comme on l'a prétendu, c'est parce que tout détenteur d'un titre au porteur est réputé en être propriétaire (1). »

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, p. 611 et 612. *De la société, du prêt, du dépôt.*

Guillouard (*Du dépôt*, n° 56) dit que la forme même du titre servant à constater le dépôt implique un mandat donné au porteur du dépôt quel qu'il soit, pour reprendre ce dépôt.

L'intérêt de cette discussion est que le déposant doit rendre le dépôt au porteur du ticket et n'est pas libéré par une restitution faite au déposant. Si l'on considère au contraire le porteur comme le mandataire du déposant ce dernier peut révoquer le mandat, soit expressément, soit tacitement, en réclamant lui-même la restitution. La première de ces deux opinions nous semble préférable surtout pour le dépôt de titres en banque.

« En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier. » (Art. 1939.)

Si le droit des héritiers n'est pas évident, le dépositaire peut exiger qu'ils en fassent la preuve.

Voici les principales pièces justificatives qu'ils auront à produire. Un acte de notoriété énumérant tous les héritiers du défunt.

Un certificat de propriété dressé par le maire jusqu'à 150 francs, par le juge de paix s'il n'y a pas de testament, par le notaire détenteur de la minute des actes translatifs de propriété, par le greffier du tribunal si les droits des parties sont établis par un acte de l'autorité judiciaire.

Si tous les héritiers ne sont pas présents, des procu-

rations sont nécessaires. Quand il y a des mineurs, on doit produire les autorisations des tuteurs.

Pour justifier de leur qualité, les héritiers de ligne directe auront à produire outre l'acte de décès du déposant, un extrait d'intitulé d'inventaire, ou, à défaut, l'expédition d'un acte de notoriété. S'il y a lieu, l'on pourra ajouter le testament et l'ordonnance d'envoi en possession.

La veuve commune en biens (art. 767 du C. civ.) a un droit d'usufruit qui sera réglé par le notaire. La banque exigera d'elle une décharge en même temps que des héritiers. Si un partage a eu lieu, il faudra présenter outre les pièces établissant les qualités héréditaires :

1° Un extrait de partage ;

2° Un extrait du jugement portant homologation du partage.

3° Des certificats de signification de non-opposition et de non appel afin de constater que le jugement a force de chose jugée. Le donataire doit fournir l'expédition de l'acte contenant la donation et un acte de notoriété constatant qu'il y a ou non des héritiers à réserve.

Le légataire universel n'aura la délivrance qu'avec le concours des héritiers à réserve. La banque exige du légataire à titre universel et du légataire particulier, l'expédition du testament, un acte de notoriété, un intitulé d'inventaire, un acte de délivrance de legs et l'ordonnance d'envoi en possession (1).

1. Voyez Jocard, p. 93 et suivantes. *Du dépôt de titres en banque.*

L'on voit que les formalités à remplir par les héritiers pour entrer en possession du dépôt sont nombreuses et compliquées. Certes, l'on n'en saurait faire un grief à la banque qui est responsable de la restitution. Mais ces formalités demandent du temps et, même les héritiers directs ont trop de pièces à fournir. Si le chef de famille possédait seul toute la fortune et qu'elle fût placée en valeurs mobilières, les héritiers directs pourraient se trouver gênés en cas de décès subit.

Si le dépôt a été fait au nom d'un tiers, l'héritier du déposant peut exiger la restitution en prouvant que ce tiers a agi pour son auteur. La preuve sera faite conformément au droit commun.

Le mandat de remettre l'objet déposé à un tiers cesse par la mort du mandant. Mais le déposant peut-il déclarer que même après sa mort l'obligation de restituer la chose au tiers mandataire sera valable ?

L'intérêt de la question est capital en matière de compte joint, comme nous le verrons au cours de cette étude, la loi de 1903 a enlevé au compte joint en France toute utilité au point de vue de la fraude fiscale, mais il pourrait encore conserver celle d'éviter aux héritiers légitimes du déposant l'ennui de se faire délivrer un acte de notoriété et un certificat de propriété.

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl croient que le mandat peut continuer après la mort s'il y a stipulation expresse. Le mandat est un contrat dans lequel prédomine la considération de la personne, c'est pour-

quoi le mandat cesse normalement à la mort de l'une des parties.

« Les parties peuvent d'ailleurs convenir que la mort, soit du mandant, soit du mandataire ne mettra pas fin au mandat, puisque la cessation du mandat par la mort des parties est fondée sur leur volonté. Cette convention peut être expresse ou tacite (1). » Et particulièrement en ce qui concerne le dépôt, le droit romain et notre ancien droit disaient que le déposant peut déclarer que même après sa mort l'objet déposé doit être remis au tiers désigné par lui à titre de mandataire. Si le tiers désigné est en réalité un donataire et que l'acte de dépôt n'indique pas que son droit est maintenu après la mort du déposant le dépositaire ne peut restituer à ce tiers. On ne le peut pas, car ce serait autoriser les donations prohibées. Mais, s'il est stipulé qu'en cas de mort du déposant le dépôt devra être remis au tiers donataire en réalité et désigné comme mandataire, cette stipulation sera-t-elle valable ? Oui, à condition que ce ne soit pas une donation à cause de mort, que le donateur se réserve le droit de révoquer, qu'elle ne soit pas faite à un incapable, que le donataire ait accepté la donation de son vivant, et qu'elle ne dépasse pas la quotité disponible, auquel cas elle serait irréductible.

Un arrêt de la Cour de Grenoble du 27 décembre 1898 (D. 1900. 2. 19) consacre cette théorie.

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Des contrats aléatoires, du mandat*, n° 837, p. 405.

« Attendu qu'à la vérité ce dernier contrat (le mandat) prend fin par la mort, soit du mandant, soit du mandataire, mais que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour interpréter cette disposition légale en ce sens qu'elle a prévu ainsi et résolu rationnellement le *quod plerumque fit*, c'est-à dire l'hypothèse habituelle où l'exécution du mandat exige le concours constant des volontés du mandant et du mandataire : qu'en effet l'on conçoit parfaitement qu'un mandat puisse être donné pour un acte exclusivement personnel au mandataire, qui, selon sa nature même ou selon la volonté du mandant, ne s'accomplira qu'après sa mort ; qu'il suffit alors que cet acte, objet du mandat, n'ait en lui-même rien d'illicite pour que la volonté du mandant puisse et doive être exécutée ; attendu il est vrai que cet acte consiste dans la remise au tiers indiqué par le mandant d'une chose déposée par ce dernier et qu'il y a lieu de se demander si à ce point de vue l'article 1939 qui impose la restitution à l'héritier du déposant ne doit pas recevoir sa stricte application Mais attendu que l'esprit dans lequel cet article a été édicté, révélé par l'exposé des motifs, atteste que la seule préoccupation du législateur a été de mettre obstacle à des fidéicommisses illicites ; qu'il suit de là, ainsi qu'il ressort des divers arrêts rendus en la matière par la Cour de cassation et notamment d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 février 1879 que la seule à envisager est la nature même de ce qui constitue au fond l'objet du

dépôt, que si cet objet comporte une disposition interdite par la loi, soit au point de vue de l'intention du déposant, la règle de l'article 1939 devra seulement être appliquée. »

Cet arrêt pose nettement le principe de la validité du mandat *post mortem* en tant que ses dispositions ne sont pas contraires aux lois, M. Pont suit aussi cette opinion (1), d'après lui il n'y a pas d'obstacle juridique qui s'oppose à la remise d'un objet mobilier à un tiers par l'intermédiaire d'un ami que l'on a chargé de la restitution mais il admet deux restrictions à ce principe, la libéralité ainsi faite ne sera valable qu'autant qu'elle ne renferme pas une donation à cause de mort, qu'elle ne porte pas atteinte à la réserve et qu'elle ne soit pas faite à un incapable. M. Guillouard suit une opinion intermédiaire indiquée par Denisart (2).

Cette théorie a trouvé de nombreux contradicteurs,

1. Pont. *Des petits contrats*. I, p. 215.

2. Guillouard. *Du dépôt*, n° 97, p. 373. « Si le dépositaire ne représente que le déposant et s'il a reçu de lui le mandat de remettre à un tiers la chose déposée après sa mort, nous croyons que ce mandat est nul et que les héritiers du déposant ont seuls le droit de demander la remise de la chose déposée. C'est ce qui résulte en effet : 1° du caractère d'irrévocabilité de la donation entre vifs ; 2° de l'article 1939 qui déclare en principe général que la chose déposée ne peut être rendue qu'à l'héritier du déposant ; 3° de l'article 2003 d'après lequel le mandat finit par la mort du mandant. Mais si au contraire le dépositaire est le mandataire, ou le gérant d'affaires de celui que le déposant veut gratifier, nous disons que la donation faite dans cette forme est valable, à la condition que le donateur soit capable de donner et le véritable donataire capable de recevoir. »

notamment MM. Aubry et Rau (1). Ils reconnaissent qu'en droit romain le mandat donné au dépositaire de remettre le dépôt à un tiers après le décès du déposant était valable. Mais « cette solution, conforme au principe d'après lequel le mandat ne finit point par la mort du mandant lorsqu'il a été donné pour un acte qui ne doit être fait qu'après son décès et qui avait été adoptée par notre ancienne jurisprudence, a été rejetée par les rédacteurs du Code pour empêcher qu'à l'aide de pareils dépôts l'on ne violât les règles relatives aux dispositions à titre gratuit », et ils citent à l'appui le discours du tribun Favart. De même Laurent : « On ne conçoit pas que par contrat on nomme un mandataire dont les pouvoirs ne commencent qu'à la mort du mandant. Le Code dit que le mandat cesse par la mort du mandant et ne reproduit pas la théorie romaine d'un mandat *post mortem mandantis*. D'un autre côté, l'article 1939 est conçu en termes absolus et là où la loi ne distingue pas, il n'est pas permis à l'interprète de distinguer (2). »

En somme, le Code n'a pas prévu le cas où le déposant donnerait au dépositaire l'ordre de restituer après sa mort au tiers mandataire. L'on s'est reporté naturellement pour éclaircir la question aux travaux préparatoires du Code civil. Divers auteurs ont cité le discours du tribun Favard prononcé lors de la discussion devant

1. Aubry et Rau, t. IV, p. 624, § 413, note 13.

2. Laurent, t. XXVII, p. 137, n° 118.

le Corps législatif et l'ont interprété différemment. Voici d'ailleurs le passage qui nous intéresse (1) :

« Si le déposant décède avant qu'un dépôt ait été rendu, à qui la remise doit-elle en être faite ? Sera-ce à celui qui était indiqué pour recevoir le dépôt ? Sera-ce à l'héritier du dépositaire ? Il semble d'abord que la chose déposée devrait être remise à la personne indiquée pour la recevoir parce qu'elle est censée y avoir une espèce de droit acquis ; mais en y réfléchissant, on voit que le déposant a conservé jusqu'à sa mort la propriété du dépôt, qu'il a pu le retirer à volonté et que la destination projetée n'ayant pas eu son exécution, il en résulte que l'héritier du déposant lui succède dans la plénitude de ses droits, qu'ainsi le dépositaire ne peut pas, à l'insu de l'héritier, disposer du dépôt en faveur de la personne qui lui avait été désignée, parce que le dépôt serait un fidéicommiss qui aurait souvent pour but de cacher des dispositions prohibées. Le législateur a dû écarter tout ce qui pouvait favoriser la violation de la loi sur la disponibilité des biens, surtout après lui avoir donné la latitude qu'elle devait avoir dans les mœurs. »

Ce passage ne mentionne pas d'une manière précise

1. Huc, II, p. 316. « Il ne saurait en ce cas y avoir un doute sérieux, le mandat *post mortem mandantis* est nul en droit français et par application de l'article 1939 c'est à l'héritier du déposant et non au tiers désigné que l'objet doit être remis. » Du même avis Troplong, n° 246. Duvergier, Paris, 20 novembre 1888. *Le Palais*, 88. 2. 558.

2. Fenet, t. XIV, p. 514 et 515.

le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire celui où le déposant stipule expressément que le dépôt, après sa mort, sera remis à une personne désignée à l'avance et autre que son héritier. La question n'est donc tranchée expressément ni dans le Code civil, ni dans les débats préparatoires. Ceux qui croient que le mandat cesse en tous les cas par la mort du déposant soutiennent que la solution contraire serait incompatible avec l'esprit du Code qui veut empêcher les donations atteignant la réserve héréditaire ; et, ce serait un moyen trop facile de tourner la loi que de déguiser une donation sous un mandat donné au dépositaire de rendre le dépôt seulement autiers désigné qui serait donataire. Mais la possibilité de violer une disposition législative n'est pas une raison suffisante pour déclarer une clause de contrat contraire aux règles du Code ; il n'y aura qu'à prouver la fraude et faire réduire ou annuler cette donation. La remise du dépôt par le dépositaire après le décès du déposant à un tiers désigné d'avance pour ce cas spécial nous semble donc licite pourvu que les règles sur les donations soient observées. Mais quand il n'y a pas de clause expresse, le dépôt doit être rendu aux héritiers.

Il a été décidé que le dépositaire qui affirme aux héritiers du déposant que la restitution du dépôt a été faite à un tiers désigné par le déposant doit faire reconnaître ce tiers afin que les héritiers puissent s'as-

surer qu'il était bien désigné et capable de recevoir (1). Si le dépôt a été rendu à l'un des déposants ou héritiers au lieu d'être rendu à tous, le depositaire doit une indemnité aux autres, ceux-ci n'ont à faire qu'une preuve, celle que le dépôt a déjà été restitué à l'un d'eux.

Art. 1944. — « Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution ; à moins qu'il n'existe entre les mains du depositaire une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution de la chose déposée. »

Pour retirer un dépôt de titres, on fait une demande sur une formule imprimée que l'on envoie un certain temps à l'avance.

Ce délai, variable selon les banques, est nécessaire pour faire revenir les titres du siège où ils sont centralisés, à l'agence où ils ont été déposés. Cette stipulation d'un terme dans le contrat de dépôt n'a rien d'illicite pourvu que le terme soit court et destiné à éviter au depositaire les difficultés qu'il aurait à faire immédiatement la remise de l'objet (2). Le récépissé doit être remis au banquier par le déposant en cas de retrait, celui-ci doit signer la décharge au dos du récépissé de dépôt en présence de l'employé qui rend les titres ou remettre son

1. Riom, 22 janvier 1811. Sirey chronologique.

2. Remiremont, 20 mars 1880. S. 81. 2. 225. Solution de la régie, 14 août 1886. — Pont, *op. cit.*, I, n° 494.

récépissé acquitté à un agent de change qui certifie sa signature et fait prendre les titres à la banque par un employé muni de pouvoirs spéciaux. Le récépissé peut être remplacé par une autre pièce de décharge.

Le lieu de la restitution est celui indiqué dans le contrat. (Art. 1942.) Si le contrat ne le désigne pas, c'est celui où a été fait le dépôt. (Art. 1943.)

Les obligations du déposant sont le remboursement des dépenses et le paiement du salaire :

« La personne qui a fait le dépôt est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt lui a occasionnées. » (Art. 1977.)

Dans le dépôt de titres en banque, ces dépenses sont remboursées par le paiement du salaire, si bien que ces deux obligations se réduisent à une seule, le paiement du salaire, les frais de conservation de la chose étant considérés comme remboursés par là. Quant aux pertes que le dépôt de titres pourrait occasionner aux banquiers, nous ne voyons pas bien quelles elles seraient en pratique.

« Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt. » (Art. 1948.) En fait, généralement le banquier se paie lors de l'encaissement des coupons, les droits de garde étant bien inférieurs au revenu des valeurs même rapportant un faible intérêt. En plus du droit de rétention, le dépo-

sitaire a un privilège sur la chose déposée pour des impenses de conservation. (Art. 2102-3°.)

Telles sont donc les principales dispositions applicables au compte joint par cela même qu'il est un dépôt de titres.

L'on n'a pas oublié que le compte joint est ouvert à plusieurs personnes de telle façon que chacune d'elles peut agir comme propriétaire de la totalité du dépôt. Quels sont les caractères nouveaux apportés par cette disposition nouvelle?

L'on a dit que c'était une stipulation de solidarité active entre les déposants pour toutes les sommes ou valeurs entrées au compte courant par la banque et que par suite toute opération faite sous la signature de l'un d'eux serait valable et libératoire vis-à-vis de la banque (1).

Cette théorie a été examinée par M. Wahl (2). Il répondait aux objections de M. Clémentel qui soutenait le compte joint contraire aux dispositions du Code : « Aucun auteur n'a soutenu que dans le cas d'une créance solidaire la solidarité disparaisse après le décès de l'un des créanciers, ni surtout que la créance appartienne alors uniquement aux créanciers du défunt lesquels exclueraient par conséquent le créancier survi-

1. Deschamps. *Des conventions conclues avec les banques pour la conservation des valeurs mobilières*. Thèse de Paris, 1905.

2. « Des comptes joints au point de vue fiscal international ». *Journal de droit international privé*, année 1905.

vant. Les droits du créancier survivant ne passent pas aux héritiers du déposant défunt. » L'on peut distinguer dans ces comptes collectifs avec solidarité (1) : une stipulation de solidarité active, un mandat donné à la société d'encaisser les intérêts et dividendes des titres déposés, mandat stipulé indivisible et irrévocable si ce n'est du consentement unanime de tous les déposants, et une clause par laquelle ladite condition est réputée opposable aux héritiers ou représentants majeurs ou mineurs des parties. M. Hubert déclare que la solidarité active telle qu'on veut l'employer ici dépasse le cadre établi par le Code.

Le but visé par les parties dans un compte joint est d'arriver à ce que chaque déposant puisse faire seul toutes les opérations d'un compte de dépôt ordinaire : retirer une partie des titres, se faire payer des coupons, etc., le dépositaire doit se contenter d'exécuter les ordres qu'on lui donne. Or un créancier solidaire ne peut pas exiger un paiement partiel : cependant c'est un point discuté et plusieurs auteurs lui reconnaissent ce droit, cette demande pouvant être un acte de sagesse dans l'intérêt de tous et assurer le recouvrement de la créance (2) et d'un autre côté l'article 1198 donne au débiteur le droit de choisir son créancier et cela ne peut être fait par un banquier dépositaire.

Enfin l'objet même de la convention dépasse les effets

1. Hubert, *Annales de droit commercial*, année 1903, p. 111.

2. Demolombe, *Cours de droit civil*, t. XXVI, n° 155.

de la solidarité. « Si la solidarité implique entre les créanciers une idée de représentation mutuelle et réciproque, c'est seulement en vue d'une opération unique et précise, c'est, comme le dit l'article 1197, pour demander le paiement du total de la créance (1). » Voici les articles du Code :

Article 1197. — L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

Article 1198. — Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Il est évident que les opérations du compte joint sortent du cadre de la solidarité active tel qu'il a été fixé par le Code civil, mais est-ce une raison pour décider que les effets prévus par l'article 1197 ne s'appliqueront pas ? Les dispositions du Code ne sont pas impératives et il semble que l'on puisse y déroger en partie, en décidant que la solidarité s'appliquera, par exemple, au paiement partiel ou que contrairement à l'article 1198 le débiteur n'aura pas la liberté de choisir le créancier entre les mains duquel il se libérera. L'on

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 48.

peut donc admettre que le compte joint peut reposer sur une stipulation de solidarité active ; en outre la solidarité active continue après le décès de l'un des créanciers sans rencontrer l'opposition qui se produit au sujet du mandat. L'on a en effet pensé au mandat pour y rattacher le compte joint. Il ne faut pas confondre ce mandat avec celui qui suit la stipulation de solidarité, ce dernier est seulement un mandat donné au dépositaire d'encaisser des coupons, de les porter au crédit du compte, etc. Le mandat dont il est question est « un mandat réciproque et général donné par tous à chacun d'eux de faire fonctionner le compte de dépôt » (1). Ce mandat se heurte à l'article 2003. Nous avons vu plus haut que cette objection n'est pas irréfutable et que le mandat *post mortem* peut être valable ; pour le faire accepter plus facilement, certaines formules de comptes joints stipulent que le mandat est l'accessoire du contrat de dépôt et ne prendra fin que du consentement de tous les contractants.

Il y a encore les comptes indivis ou collectifs sans solidarité qui peuvent fonctionner sur une seule signature, mais au décès du titulaire les héritiers doivent intervenir pour que le dépositaire soit valablement libéré.

Il n'y a eu aucune décision de jurisprudence connue sur les comptes joints, mais quel que soit l'état de la

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 50.

jurisprudence à leur sujet les comptes joints ont fonctionné en France, et il semble bien que la discussion sur leur existence ne soit plus possible tout au moins pour les comptes collectifs avec solidarité. Leur existence a été reconnue par l'article 7 de la loi de mars 1903 qui les réglemente au point de vue fiscal.

Article 7. — Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les dépositaires désignés au troisième alinéa de l'article 15 de la loi de 1901 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité seront considérés pour la perception des droits de mutation par décès comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire.

Leur existence est donc reconnue puisqu'elle est réglementée. Mais les comptes joints produisent-ils tous les effets qu'on veut leur faire rendre? En pratique, ils le faisaient puisque l'on a été obligé de faire intervenir la loi pour les en empêcher. Pourquoi cette intervention de la loi, pourquoi les comptes joints étaient-ils nés ?

CHAPITRE II

NAISSANCES DES COMPTES JOINTS EN FRANCE LEUR FONCTIONNEMENT. — LOIS DE 1903

La loi de 1901 fut en France la première application du tarif progressif, elle fut acclamée avec joie par les socialistes qui y virent un premier pas vers l'égalisation des conditions. Ils ne cachèrent pas qu'ils espéraient voir arriver le jour où l'impôt prendrait presque tout l'héritage n'en laissant qu'une part infime ou même rien aux héritiers. Naturellement les gens possesseurs de grosses ou même de moyennes fortunes se sentant visés, prirent peur et cherchèrent le moyen de soustraire leurs biens aux spoliations dont on les menaçait si violemment. D'ailleurs la loi tout en déchargeant légèrement la ligne directe augmentait fortement les autres. Entre oncles et neveux la progression commençait à 10 0/0, entre étrangers, elle allait jusqu'à 21 0/0. Les auteurs de cette loi se rendirent bien compte des fraudes qu'elle allait susciter : ces fraudes portant naturellement sur les valeurs mobilières, plus faciles à cacher, ils imposèrent aux gens chargés du soin de la fortune mobi-

lière des particuliers certaines obligations destinées pensaient-ils à couper court à toute tentative de dissimulation. Ces obligations sont contenues dans l'article 15 de la loi du 25 février 1901 article 15. « Le transfert ou la mutation sur le grand livre de la dette publique d'une inscription de rente provenant de titulaires décédés ou déclarés absents ne pourra être effectué que sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'Enregistrement constatant l'acquittement du droit de mutation par décès.

« Il en sera de même pour les transferts ou conversions de titres nominatifs des sociétés, départements, communes et établissements publics.

« Les sociétés ou compagnies, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels, ou agents d'affaires qui seraient dépositaires détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte devront adresser soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, au directeur du département de leur résidence la liste de ces titres, sommes ou valeur. Il en sera donné récépissé. Ces listes seront établies sur des formules imprimées délivrées sans frais par l'administration de l'Enregistrement. »

Les sociétés soumises à cette loi sont aussi bien civiles que commerciales (1). Les coulissiers ne sont pas

1. Instruction de l'Enregistrement, n° 3051.

visés expressément dans le texte, ils n'en sont pas moins assujettis à la loi, les uns comme faisant partie de la catégorie des personnes désignées sous le nom de banquiers, les autres dans celle désignée sous le nom d'agents d'affaires (1). Les établissements de crédit qui louent des coffres-forts n'ont pas à aviser l'administration du décès de leur locataire, quand même les héritiers auraient dû le leur notifier pour ouvrir.

Les personnes visées doivent envoyer un avis quand elles ont connaissance du décès. D'après les instructions de l'Enregistrement la connaissance que le juge a voulu que les sociétés eussent de l'ouverture de la succession ne saurait résulter ni de la notoriété publique, ni d'une information indirecte, mais seulement du fait que pour obtenir la remise, le paiement ou le transfert des titres, sommes ou valeurs, l'intéressé aura dû invoquer sa qualité d'héritier ou d'ayant-droit ou se prévaloir du décès.

Ainsi : les titres d'une communauté conjugale pourraient être remis au mari après le décès de la femme dans l'ignorance légale du décès de la femme et des droits qu'elle pouvait avoir sur les titres. De même, si le dépôt a été fait au nom d'une société en nom collectif, l'établissement n'aura pas à donner avis du paiement après la mort d'un associé. Mais du moment que les conditions de la remise révèlent que les titres dépendent d'une succession, la liste devra être envoyée à

1. Rapport de M. Cordelet sénateur. *Journal officiel*, 6 juillet 1896. Documents parlementaires, p. 283.

l'Enregistrement. Que devra-t-elle comprendre ? Toute la partie du dépôt que les sociétés remettront aux héritiers, celles-ci n'ont pas à rechercher si elles sont détentrices d'autres objets faisant partie de la succession, chaque remise successive doit faire l'objet d'un avis particulier. La liste doit mentionner la nature, le nombre et aussi le numéro des titres, elle est établie sur une formule délivrée par l'administration, elle peut être établie au siège ou dans les succursales, pourvu qu'elle soit signée par un ayant qualité. Elle est envoyée au directeur de l'Enregistrement du département de la résidence du défunt qui en donne récépissé. Les agents supérieurs au cours de leurs opérations au siège des sociétés et des compagnies utilisent ces récépissés pour savoir si les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 15 sont bien remplies.

« Cette disposition n'entraîne aucune extension du droit de communication accordé à l'Enregistrement par les lois en vigueur, ni quant aux personnes assujetties à l'exercice de ce droit, ni quant aux documents dont la représentation peut être requise. » (1)

Ce droit de communication est prévu par les lois de 1871 et 1875. Loi du 23 août 1871 article 22. « Les sociétés, compagnies, assureurs, entrepreneurs de transport et tous autres assujettis aux vérifications de l'Enregistrement par les lois en vigueur sont tenus de représenter

1. Sénat. Doc. parl., 1896, p. 283.

auxdits agents leurs livres, registres et pièces de comptabilité afin qu'ils s'assurent de l'exécution des lois sur les timbres .» La loi du 21 juin 1875 article 7 a ainsi complété l'article 22.

Article 7. — Les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie ou sur la vie et tous autres assujettis aux vérifications de l'administration sont tenus de communiquer aux agents de l'enregistrement tant au siège social que dans les succursales et agences les polices et autres documents énumérés dans l'article 22 de la loi du 23 août 1871 afin que ces agents s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre.

L'amende encourue pour refus de communication va, d'après la loi de finances de 1906, de 1.000 francs à 10.000 francs en principal et les redevables peuvent en outre être frappés d'une astreinte de 100 francs par jour de retard. Cette aggravation a été édictée pour couper court à la pratique de certaines grandes sociétés financières qui préféraient payer l'amende et ne pas communiquer leurs documents au fisc.

L'on peut d'abord remarquer que les banques qui ne sont pas par actions ne sont pas soumises à la communication. Le projet de loi d'impôt sur le revenu comble cette lacune. Seront tenus de communiquer les documents désignés à l'article 22 de la loi de 1871 « tous banquiers et sociétés de crédit » et M. Caillaux dans la

brochure qu'il a fait paraître sur son projet d'impôt sur le revenu justifie cette nouvelle sévérité en disant que cette disposition a pour but de remédier à certains abus qui ont été commis par les banquiers non constitués en sociétés. Cet article 7 de la loi de 1875 a donné lieu à différentes controverses. Les sociétés étrangères ayant des succursales en France refusaient de subir l'exercice du droit de communication. Une jurisprudence constante les y a contraintes (1). De même l'Enregistrement soutient qu'il a ce droit pour les succursales des sociétés françaises à l'étranger.

Les sociétés ont cherché aussi à ne pas produire toutes leurs pièces, elles s'appuyaient sur l'article 7 dernier paragraphe de la loi de 1875 disant que les sociétés doivent communiquer « afin que ces agents s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre ». La jurisprudence leur a donné tort. Voici un arrêt très net de la Cour de cassation (2): « Attendu que les dispositions des articles 22 de la loi du 23 août 1871, 7 de la loi du 21 juin 1875 qui obligent les sociétés à représenter aux agents de l'Enregistrement leurs registres, pièces de comptabilité sont générales et absolues, qu'elles englo-

1. Cass. Ch. des Req. *Gaz. des Trib.* du 4 novembre 1905. Audience du 31 octobre. « C'est à bon droit qu'il a été décidé qu'une société étrangère ayant une succursale en France était tenue comme les sociétés françaises de subir de la part des préposés de l'Enregistrement l'exercice du droit de communication des livres, registres, titres... ses actions étant soumises en France à des droits équivalents à ceux établis sur les valeurs françaises. »

2. *Gaz. des Trib.* du 15 octobre 1905. Audience du 5 juin.

bent tous les documents ayant rapport à la comptabilité soit principalement soit accessoirement ; que c'est donc à bon droit que dans l'espèce le jugement attaqué a décidé que à raison des pouvoirs conférés par les statuts de la société... à son conseil d'administration et ayant trait aux dépenses, aux acquisitions, aliénations d'immeubles, à la fixation du taux et aux conditions de l'escompte pour les opérations sociales, à l'emploi des fonds de réserve, aux traités à passer, aux transactions à consentir, aux prêts et emprunts à faire, au recouvrement des créances, à la fixation des comptes à présenter à l'assemblée générale des actionnaires, le registre des délibérations de ce conseil était à considérer comme un document relatif à la comptabilité de ladite société, qu'il suit de là que le jugement attaqué a bien appliqué la loi en prononçant l'amende encourue par suite du refus de représenter le dit registre

Attendu que la société déposante objecte vainement que l'administration aurait dû prouver par des documents externes que les délibérations qu'elle voulait se faire communiquer avaient trait à la comptabilité ; qu'en effet, les sociétés n'ont pas à se faire juges soit du but que cherche à atteindre la Régie, soit de l'utilité des communications requises ; qu'il importe peu dès lors que dans un motif surabondant d'ailleurs le jugement ait constaté que c'était pour certaines de ses délibérations seulement que ce registre pouvait être présumé constituer un document de comptabilité, qu'ainsi

les articles visés au pourvoi (art. 22 de la loi de 1871 et 7 de 1875) n'ont pas été violés.

La jurisprudence est bien fixée sur ce point et il ne semble guère possible de la voir changer, mais elle a étendu démesurément la portée de l'article 7 de la loi de 1875 en obligeant à communiquer « tous les documents ayant rapport à la comptabilité, soit principalement, soit accessoirement ». En fait tous les documents quels qu'ils soient d'une société peuvent être exigés, car ils ont tous un rapport accessoire avec la comptabilité (1). Ainsi en combinant l'article 7 de la loi de 75 et l'article 15 de la loi de 1901 l'on voit que si cette dernière élevait les droits de succession elle prenait toutes les précautions pour empêcher la fraude. Celle-ci consistait à cette date à reprendre les valeurs mobilières faisant partie de la succession et à ne pas en faire mention au moment où les héritiers déclaraient la succession à l'Enregistrement. La banque n'avertissant pas le fisc, les héritiers pouvaient s'en aller, changer de domicile et si le fisc s'apercevait que des droits lui étaient dûs il était souvent trop tard, s'il s'en apercevait.

La loi de 1901 faisant porter sur les sociétés l'obliga-

1. Les règlements d'administration publique s'appliquent comme les lois. Trib. civil de la Seine, audience du 7 avril 1905. *Gazette*, 8 octobre 1905.

Voir aussi Tribunal civil de la Seine 18 novembre 1902. *Gazette* du 3 mai 1903. Cass. Req. 21 mars 1906. *Gazette* du 23 août 1906.

tion de prévenir l'Enregistrement, soit avant le remboursement du dépôt, soit dans la quinzaine coupait court à cette manœuvre ; car un établissement de crédit ne rembourse pas à une autre personne que le déposant sans pièces justificatives établissant la qualité d'héritier de la personne qui veut se faire remettre le dépôt et la liste des titres est envoyée à l'enregistrement. Pour que celui-ci ne fut pas prévenu, il fallait que la qualité d'héritier ne fut pas révélée à l'établissement de crédit. Pour qu'il n'y eût aucune difficulté, il fallait que l'héritier se présentât autrement qu'en cette qualité. C'est alors que l'on inventa le compte joint dans lequel l'héritier a aux yeux de la banque un droit propre sur le dépôt. Si la banque lui remet les titres, sommes ou valeurs déposées, elle n'est pas obligée d'en avertir le fisc puisque ce retrait rentre dans l'exécution normale du contrat et que pour obtenir la remise du dépôt l'intéressé n'aura pas eu ainsi à invoquer sa qualité d'héritier. La banque n'a donc pas eu la connaissance légale du décès.

Voici le texte d'une formule imprimée présentée au public par un établissement de crédit, c'est une formule pour l'ouverture des comptes collectifs avec solidarité :

« Les sousignés (*Noms, prénoms, profession*) demandent à la société... de leur ouvrir à son siège central (*ou à tel bureau*) un compte collectif de dépôt.

« Etant expressément stipulé qu'il y aura solidarité entre eux pour toutes sommes ou valeurs entrées audit

compte et que par suite, chacun d'eux pourra sur sa seule signature faire fonctionner tout le compte notamment par l'emploi des fonds en achats de titres, par vente des valeurs entrées en compte et par retrait de tout ou partie des dépôts (espèces ou titres) ; les paiements faits par la société... sur la signature de l'un des créanciers solidaires, devant être libératoires pour elle vis-à-vis de tous comme aussi vis-à-vis des héritiers de celui ou de ceux d'entre eux qui viendraient à décéder.

« Les déposants donnent conjointement et solidairement mandat à la société... d'encaisser les coupons intérêts ou dividendes des valeurs déposées, ou le montant de leur remboursement en cas de sortie au tirage, et de porter les encaissements ainsi que les intérêts provenant des sommes déposées au crédit du compte collectif, ces divers produits devant être de convention expresse considérés comme faisant partie du dépôt.

Ce mandat ainsi donné dans l'intérêt commun des mandants et de la société mandataire chacun des déposants s'interdit de le révoquer individuellement, comme aussi il stipule que ledit mandat, indivisible dans son objet continuera après son décès et jusqu'au règlement du compte de dépôt.

La présente convention et les conditions accessoires s'y rattachant obligeront les déposants solidaires soussignés et leurs héritiers ou représentants majeurs ou mineurs quelle que soit la cause du dépôt et quel qu'en soit l'auteur. Chacun des déposants fera précéder sa signature des mots « lu et approuvé écrits de sa main ».

Mention à ajouter sur les récépissés de dépôt en cas de solidarité entre déposants :

« La Société a reçu en dépôt de MM. tels titres, jouissance, telle époque avec les solidarités entre les (nombre) déposants ; chacun d'eux pouvant opérer le retrait en tout ou en partie conformément aux conventions arrêtées dans l'acte du » (1) (date de la demande d'ouverture du compte.

D'après M. Flour de Saint-Genis, c'est aux financiers de Bâle et de Lausanne que revient le mérite de cette invention (2) mais ils se sont probablement inspirés du joint account anglais qui existe depuis assez longtemps et est d'une pratique courante. Il aurait servi à l'origine de dépôt séquestre amiable des sommes litigieuses que l'on déposait dans une banque au lieu de les consigner « in Chancery » où elles ne rapportaient rien. Les comptes joints commençaient à s'acclimiter en France quand est intervenue la loi de 1903 pour les supprimer en tant que fraude, ou plutôt menace de fraude car le nombre n'en était pas considérable. « Ces comptes étaient rarement pratiqués avant 1902. Depuis, leur nombre s'est accru et s'accroîtra rapidement si des prescriptions nouvelles ne viennent pas compléter l'article 15 de la loi de

1. *Journal officiel*, 1902. Annexes. Chambre 2, p. 1143.

2. Flour de Saint-Genis. *Journal de Droit international privé*, année 1903, p. 787.

1901 » dit le rapport sur le budget de 1903 (1). Malheureusement il a négligé de nous donner des chiffres, mais il est probable que le nombre des comptes joints à l'époque de la loi était plutôt restreint. Cela n'empêcha pas M. Clémentel (2) de déclarer qu'il convenait d'arrêter une véritable organisation de fraude ayant pour but de faire échapper certaines personnes au paiement des droits de succession. C'est la fraude établie en permanence; aussi demande-t-il, non pas une disposition déclarant le compte joint servant à la fraude incompatible avec le Code, mais le vote d'un article le réglementant, c'est-à-dire reconnaissant son existence. Cet article fut voté sans discussion.

Article 7. — Tous les titres, sommes ou valeurs existant chez les dépositaires désignés au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité seront considérés pour la perception des droits de mutation par décès, comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'administration qu'aux redevables et résultant pour ces derniers, soit des énonciations du contrat de dépôt, soit des titres prévus par l'article 7-2° de la loi du 25 février 1901.

Les dépositaires devront dans les trois mois au plus tard

1. *Journal off.*, 1902. Annexes 2, p. 1148.

2. *Journal officiel*. Chambre, 1903. Documents parlementaires, p. 548.

de l'ouverture d'un compte collectif et dans les trois mois de la promulgation de la présente loi pour les comptes antérieurement ouverts faire connaître au directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence les nom, prénoms et domicile des déposants, ainsi que la date de l'ouverture du compte, sous peine d'une amende de 500 francs à 5.000 francs.

Ils devront de plus dans la quinzaine de la notification qui leur sera faite par l'administration de l'enregistrement du décès de l'un des déposants et sous la sanction édictée par le dernier alinéa de l'article 15 de la loi de 1901 adresser aux directeurs de l'Enregistrement de leur résidence la liste des titres, sommes ou valeurs existant au jour du décès au crédit des cotitulaires du compte.

L'article 7 de la loi du 31 mars 1903 commence par présumer que les co-déposants ont des droits égaux sur la chose déposée, ce qui est logique en l'absence de preuve contraire. Et cette preuve contraire sera plus facile pour l'administration qui pourra y employer tous les moyens, même de simples présomptions. Ainsi, un enfant mineur qui n'a pas eu occasion de se constituer un patrimoine, et son père déposent des valeurs en compte joint, il sera vraisemblable que la totalité appartient au père (1). Cette présomption pourra suffire pour faire

1. Wahl, « Les Comptes joints au point de vue fiscal international », année 1905. *J. de Droit Int. privé.*

preuve en faveur de la Régie ; mais pour établir que le défunt possède une part inférieure aux autres, ou même n'avait aucun droit sur l'actif déposé, les contribuables ne peuvent se servir que des énonciations mêmes de l'acte de dépôt ou des titres prévus à l'article 7 de la loi de 1901, c'est-à-dire d'actes authentiques ou d'actes sous seing privé ayant date certaine autrement que par le décès de l'une des parties contractantes. Si le compte joint est frauduleux, cet article fait naître un danger pour le véritable propriétaire, il sera exposé en cas de prédécès du donataire à payer les droits de succession sur des biens qui lui appartiennent et à voir ces mêmes biens passer entre les mains des héritiers de son codéposant. Pour ceux qui voudraient se servir du compte joint autrement que dans un but de fraude, cet article n'est pas très gênant, il les oblige néanmoins à mentionner la part de chacun sur le contrat de dépôt.

Cependant, l'Enregistrement lui-même reconnaît des restrictions à la portée de cette disposition. Les droits de la communauté conjugale sont maintenus (1).

« On ne saurait d'ailleurs assimiler à un compte conjoint le dépôt fait au nom d'une société en nom collectif, à moins qu'il ne soit démontré que les valeurs déposées au lieu d'appartenir à la société sont la propriété personnelle des associés. »

Le système employé par la loi pour savoir l'existence

1. Instruction de l'Enregistrement, n° 3117.

des comptes joints est différent de celui de 1901 pour les comptes de dépôt ordinaires. Ne pouvant plus faire connaître la matière imposable au fisc au moment où le compte se termine par la mort du dépositaire puisqu'ils n'en n'ont pas connaissance, les banquiers en informeront le fisc dès l'ouverture ; ils enverront des avis de cette ouverture, avis dont il sera donné récépissé. Ces avis feront connaître le nom, le domicile et la date d'ouverture. Le Directeur de l'Enregistrement du département de la résidence du dépositaire fera établir pour chacun des titulaires un extrait qu'il comprendra dans le plus prochain envoi de ses renvois mensuels. Il conservera dans ses archives les avis eux-mêmes après les avoir annotés du nom des bureaux où les extraits ont été transmis, ainsi que du mois et des numéros de renvoi.

Dans les bureaux autres que ceux de Paris, les receveurs inscriront ces renseignements au répertoire général, à l'actif des titulaires des comptes conjoints domiciliés dans le ressort de leur bureau. Dans les bureaux de Paris, ils les porteront sur une table alphabétique spéciale où les receveurs du domicile du défunt auront connaissance du décès des titulaires des comptes joints par l'avis mensuel ou trimestriel que leur envoient les maires, ils en avertiront le directeur de leur département par une lettre dans laquelle seront reproduites les énonciations du renvoi relatif à l'ouverture du compte. Cette lettre sera transmise immédiatement au directeur

du département de la résidence du dépositaire. Ce fonctionnaire notifiera par écrit le décès à la société ou à la personne qui a ouvert le compte et celle-ci devra lui envoyer dans la quinzaine la liste des sommes ou valeurs existant au jour du décès.

Telle est l'économie générale de la loi du 31 mars 1903, elle n'a pas été sans soulever quelques critiques théoriques. Mais avant de les aborder, nous allons dire quelques mots de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1903 qui comble une lacune dans le système de perception des droits successoraux.

Les étrangers ou les Français fixés définitivement à l'étranger à qui était dévolue une succession n'avaient pas besoin de recourir au compte joint pour ne pas payer l'impôt ; ils n'avaient, après avoir rempli toutes les formalités usitées, qu'à se présenter à la banque dépositaire, prendre possession des titres et retourner dans leur pays. Le banquier avertissait bien le fisc, mais celui-ci se trouvait désarmé. Comme le dit M. Merlou (1) :

« Dans le cas de réclamation amiable, les avertissements adressés aux redevables à l'étranger restent presque toujours sans réponse . » Et le droit de lever des impôts étant essentiellement un droit de souveraineté, on ne peut demander à un tribunal étranger de reconnaître cette créance ou d'accorder l'exéquatur. Il suffit

1. Rapport sur le budget de 1903. Documents parlementaires p. 1056 année 1903.

alors d'exiger des détenteurs qu'ils ne se libèrent que sur la présentation d'un certificat constatant le paiement de l'impôt ou qu'ils en retiennent le montant jusqu'à la présentation de ce certificat (1). Cet article ne s'applique pas en cas de compte joint, puisque le dépositaire ne connaît pas le décès, et de plus, il peut très bien ignorer que les héritiers ou certains d'entre eux sont domiciliés à l'étranger.

Même dans le cas de compte joint ordinaire, l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 n'atteint pas entièrement son but. Il ne s'applique d'abord qu'aux comptes indivis ou collectifs avec solidarité, mais un compte simplement indivis ne sera pas atteint, la loi n'en faisant pas mention. Il ne peut être réglé qu'entre les mains de tous les ayants droit, les représentants du défunt devront

1. Art. 3 de la loi de finances du 30 décembre 1903. — « Les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 sont applicables aux sociétés, compagnies ou personnes désignées au paragraphe 3 du même article qui seraient dépositaires, detentrices de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'elles sauraient ouverte et dévolue à un ou plusieurs héritiers légataires ou donataires ayant à l'étranger leur domicile de fait et de droit, alors même qu'il s'agirait du conjoint survivant ou d'un successible en ligne directe. Il en est de même en ce qui concerne les sommes, rentes ou émoluments quelconques que les compagnies étrangères doivent à raison du décès de l'assuré à tout bénéficiaire ayant à l'étranger son domicile de fait et de droit. Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent article sera personnellement tenu des droits et pénalités exigibles sauf recours contre le redevable et passible en outre d'une amende de 500 francs en principal. » M. Merlou dit que les successions n'ayant payé aucun droit se sont élevées à 6.550.000 francs pour les 9 bureaux de Paris, il les évalue au double pour la France entière.

intervenir et la banque aura ainsi la connaissance légale du décès.

La loi ne parle pas de comptes courants avec mandataire, ce dernier ayant les mêmes droits que le déposant (1), et tous les deux usant conjointement et avec des droits égaux de la chose déposée. Nous avons vu que d'après certains auteurs le mandat ne prend pas fin par la mort du mandant quand il y a stipulation expresse au contrat. Au sujet de cette modalité de compte joint, il n'est intervenu aucune décision judiciaire, ainsi d'ailleurs qu'au sujet des comptes joints en général, ainsi elle peut être considérée comme valable jusqu'à preuve contraire et elle n'est pas soumise à la loi :

Il existe d'autres moyens de fait de tourner la loi. Le déposant peut ne pas indiquer son domicile. Il peut en changer. Le dépositaire n'est pas tenu d'avertir l'enregistrement de ces mutations. Il peut aussi indiquer un domicile fictif, ceci est d'autant plus facile que rien n'empêche le déposant de donner quelque temps après son domicile réel. Ce dernier moyen sera peut-être le meilleur, pourvu que les déposants conjoints indiquent leurs domiciles fictifs dans une grande ville où le receveur ne connaît pas les redevables, il prendra note

1. Voir M. Wahl, *Journal de Droit international privé*, Année 1904, n° 314. — M. Guilmard, *L'Evasion fiscale*, ch. I *in-fine* ne partage pas cette opinion, il dit que le compte avec mandataire restant au nom d'une seule personne est simple.

sans vérifier et attendra que l'administration lui fasse part d'un décès que le maire de l'arrondissement ne connaîtra jamais et ne mentionnera pas sur l'avis mensuel.

La loi du 31 mars 1903 pourrait donc encore être tournée et le compte joint pourrait être pratiqué en France. En fait, les grands établissements de crédit le refusent, même quand il n'aurait pas pour but de frauder le fisc.

Ainsi la loi de 1903 malgré ses lacunes a réussi à chasser le compte joint, celui-ci s'est réfugié à l'étranger où il ne trouvait pas les mêmes obstacles et y a prospéré, principalement en Suisse.

En France il a y un moyen plus pratique de tourner la loi pour les gens qui n'hésitent pas à manipuler leurs titres eux-mêmes, c'est de louer un compartiment de coffre-fort et de donner procuration d'ouvrir le coffre. Lors du décès le mandataire n'aura qu'à se présenter, la banque non avertie le laissera retirer tout le dépôt sans aucune formalité, il ne restera pour ainsi pas de trace de cette opération.

Le fisc malgré son droit de communication ne pourra pas savoir l'importance des sommes retirées puisque la société ne la connaît pas.

1. Sur cette question l'on peut consulter un article du 9 décembre 1905 de l'*Economiste Français*, 2^e semestre, p. 847. M. Payen et le *Traité de la location des coffres-forts* de M. Jules Valéry.

CHAPITRE III

LE COMPTE JOINT A L'ÉTRANGER

Pourchassé en France, le compte joint est allé s'établir à l'étranger. Il y présente l'avantage de faire échapper à l'impôt futur sur le revenu et à l'impôt successoral les fortunes mobilières.

L'émigration des capitaux a été sinon causée du moins précipitée par la mise en discussion du projet d'impôt sur le revenu.

Les dépôts à la Banque de France, au Comptoir d'Escompte, au Crédit Industriel et Commercial, au Crédit Lyonnais et à la Société Générale qui étaient au 31 janvier 1907 de 4.084 millions se sont réduits au 1^{er} août 1907 à 3.790 millions (1). Ce fléchissement a été causé par les craintes qu'a provoquées le projet de M. Cailiaux. Mais il ne faut rien exagérer et craindre que toute la fortune française passe à l'étranger. En quoi, en effet, consiste l'émigration des capitaux ?

Sur les 200 milliards que nous pouvons posséder,

1. Barety. *Evolution des banques locales en France*, p. 141.

Au 31 mars 1908 ils sont remontés à 4.022 millions.

restent en France : les immeubles, soit près de la moitié, les entreprises françaises de transport, les usines, les fabriques, etc., représentées par des titres mobiliers. Le capital reste, il n'y a que la créance de ce capital qui parte. Il ne peut donc y avoir émigration réelle que de la trentaine de milliards de valeurs étrangères que nous possédons, et du numéraire. Une partie de nos capitaux ou des créances qui les représentent est partie à l'étranger et s'y est fixée sous la forme des comptes joints. En effet, celui-ci permet plus facilement à l'étranger qu'en France d'échapper à l'impôt français sur les successions. En certains pays, la législation prévoit que le mandat ne cesse pas par la mort du mandant, au lieu que ce point n'étant pas prévu chez nous est laissé à l'appréciation des tribunaux. Le compte joint y fonctionne donc normalement ; le fisc français d'autre part n'ayant pas de moyen légal de se renseigner sur l'importance des sommes déposées, aura quoi que l'on en dise de très grandes difficultés à prouver que des valeurs ont été omises dans la déclaration de succession faite en France par les héritiers. C'est à cause de cette même difficulté sinon impossibilité pour le fisc de connaître la fortune placée dans les banques étrangères que les capitalistes effrayés par la menace de l'impôt sur le revenu y ont déposé une partie de leur avoir.

Mais ce placement n'est pas sans dangers. D'abord la succession de toute personne qui a en France son prin-

principal établissement est régie par les lois françaises, que les valeurs soient françaises ou étrangères. La loi fiscale supprime toute distinction entre le domicile de droit et le domicile de fait ; si le fisc réussit à prouver qu'il y a eu dissimulation d'une partie de la succession les héritiers auront à payer les droits et l'amende. Le compte joint sera soumis à la loi française et la présomption de copropriété par part virile s'appliquera.

Il y a aussi à redouter les dispositions législatives étrangères. Dans toutes les législations, on retrouve cette présomption de copropriété par part virile au moment du décès. Et au point de vue fiscal, selon qu'il existe ou non des conventions diplomatiques de réciprocité, la succession doit acquitter les droits sur les valeurs mobilières déposées dans le pays ; et enfin dans les pays où existe l'impôt sur le revenu, les déposants français pourront être obligés de le payer pour le revenu de leurs titres existant dans ces pays.

En général la jurisprudence se fonde pour faire acquitter les impôts aux étrangers sur ce que le dépôt de valeurs mobilières pour une somme importante dans un pays y constitue une résidence habituelle.

Il y a en effet trois théories sur cette question : « Quelle est la loi applicable quand le *de cujus* n'a pas ses biens situés dans son pays d'origine ? »

D'après la première, les biens quels qu'ils soient sont régis par la loi du pays où ils se trouvent..

D'après la seconde, la totalité de la succession dépend du statut personnel de la personne décédée.

D'après la troisième enfin, il faut distinguer selon que les biens sont mobiliers ou immobiliers. Les immeubles sont soumis à la loi du pays où ils existent. Les meubles suivent la loi du domicile de leur propriétaire. C'est cette opinion qui est la plus répandue et la plus appliquée.

Les capitalistes français qui veulent se faire ouvrir un compte joint dans une banque étrangère doivent la choisir très soigneusement, d'autant plus qu'en certains pays, en Allemagne par exemple, les banques sérieuses refusent d'ouvrir des comptes joints aux clients français. Même si la banque est sérieuse, le capitaliste français perdra un peu le contrôle de sa fortune ; il sera amené à acheter des valeurs étrangères qu'il suivra moins bien que les valeurs françaises et ce pourra être un péril. Certes, il y a d'excellentes valeurs industrielles étrangères, que l'on ne trouve d'ailleurs pas sur le marché de Paris à cause des droits considérables qu'elles ont à supporter (1), notamment du fait que les droits sont exigibles sur une quantité de titres fixée à l'avance par le ministre des Finances, quantité évidemment supérieure à la circulation réelle : et les sociétés qui ont le placement de leurs titres à l'intérieur du

1. Voir une série d'articles de M. Wahl. *Journal de droit international privé*. Comparaison des charges fiscales qui pèsent sur les placements en valeurs françaises ou en valeurs étrangères. Années 1902, 1903 et 1904.

pays ne font pas accréditer de représentant responsable en France. Les capitalistes français pourront donc trouver de bons placements à l'étranger ; mais ils pourront aussi se tromper et leurs erreurs seront d'autant plus graves que les renseignements seront moins rapides et moins sûrs.

Enfin, les banques étrangères qui attirent les capitaux français et chez qui l'on dépose des sommes à gros intérêts seront obligées de les faire travailler dans des entreprises plus lucratives et par suite plus périlleuses qu'en France.

L'on voit donc qu'il faut choisir avec soin le pays et la banque dépositaires. Ce n'est pas notre rôle d'indiquer quelles banques sont les meilleures, mais nous allons étudier les différents pays où le compte joint est couramment pratiqué en tâchant de mettre en lumière les avantages et les inconvénients résultant de chaque législation.

LE COMPTE JOINT EN ANGLETERRE

En Angleterre, les conventions relatives aux valeurs mobilières sont réglées par les banques, au lieu de s'appuyer comme chez nous sur des principes juridiques certains, et pourtant les opérations de banque, au lieu d'être pratiquées seulement par les gros propriétaires ou les industriels et les commerçants le sont pour ainsi dire par toute la population.

Dans la pratique anglaise, les banques n'acceptent pas le dépôt de titres réglé comme il l'est chez nous. Pour échapper à la règle que la responsabilité est plus lourde quand il y a rémunération, elles ne demandent aucun droit de garde. Ainsi elles ne sont responsables que de la faute qu'elles ne commettraient pas en gérant leurs propres intérêts (*culpa levis in concreto*), mais elles ne donnent pas pour cela leurs services gratuitement, elles exigent en même temps que le dépôt des titres celui d'une certaine somme en compte courant, généralement 100 livres sterling par 100.000 francs de valeurs déposées et cette somme ne rapporte rien au déposant pendant toute la durée du dépôt (1) c'est la banque qui profite des produits de tous ces comptes courants d'espèces.

Mais la jurisprudence anglaise a vu là une stipulation détournée de salaire et a déclaré les banques responsables de la faute que ne commet pas un administrateur habile (*culpa levis in abstracto*) quand le banquier a reçu un avantage direct ou indirect assez fort pour être considéré comme une garantie contre les risques de perte et autres, et quand il a consenti un prêt ou une avance sur les titres déposés qui sont ainsi devenus son gage.

La Banque d'Angleterre ainsi que les autres banques ouvrent des comptes au nom de plusieurs déposants.

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 69 et suiv.

C'est le joint account. Pour y avoir droit il faut être client de la banque, il suffit pour cela de déposer une somme minima de 100 livres sterling et qui ne rapporte aucun intérêt, mais permet d'avoir à son nom toutes les espèces de comptes de dépôt.

Les personnes désireuses de se faire ouvrir un joint account se font d'abord ouvrir un compte de banque en leurs noms joints et stipulent « conjointement et séparément que la banque pourra permettre à chacun d'eux de tirer des chèques, signer toutes pièces et, d'une manière générale, faire fonctionner le compte sous la seule condition que sa signature sera suivie des mots « compte joint ». Elles autorisent la banque à agir d'après les instructions de chacun d'eux en ce qui concerne les titres valeurs, coupons ou dividendes qu'elle pourra recevoir ou détenir en compte, cette autorisation restant valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par tous les déposants ou par l'un deux » (1). On peut voir dans cette convention un cas de propriété conjointe, forme de propriété spéciale au droit anglais.

Les déposants étant propriétaires conjoints des titres, chacun d'eux est, vis-à-vis des tiers, propriétaire de tous les titres, si l'un d'eux meurt, les survivants restent propriétaires du tout, c'est « le droit de survie ». Ainsi le compte de dépôt peut parfaitement continuer malgré le décès d'un titulaire et la banque ne peut pas réclamer

1. Deschamps, p. 70 et 72.

du déposant qui demande la restitution des valeurs, la preuve de l'existence des codéposants, car celui qui réclame le retrait est propriétaire de la totalité du dépôt.

Pour le fisc anglais, l'héritier fait entrer dans son *affidavit* ou déclaration de succession la part qui revient au *de cujus* dans les titres déposés. Mais la banque est obligée de remettre aux titulaires survivants la totalité du dépôt ; même si elle a connaissance du décès, elle doit assurer le fonctionnement du compte de dépôt et ne peut par suite exiger le certificat d'acquit des droits de mutation (1). « Ce n'est qu'au décès du dernier titulaire, dernier propriétaire conjoint resté propriétaire du tout qu'il faudrait sans doute justifier du paiement des droits successoraux (2). »

Le compte joint se présente donc en Angleterre comme

1. Deschamps, p. 70 et 72.

2. Le compte joint sera d'autant plus pratique en Angleterre qu'aucune transmission héréditaire ne s'opère sans l'intervention de la justice. Une division de la Haute-Cour exerce cette mission soit à titre gracieux soit à titre contentieux. Au moment du décès, la Haute-Cour est légalement saisie de tous les biens, c'est elle qui nommera l'administrateur de la succession (en tenant compte de la *spes successionis*) s'il n'en est pas désigné, dans le testament — elle rendra une ordonnance appelée octroi de lettres d'administration (*Grant of letters of administration*) par laquelle elle reconnaît la sincérité du testament, et investit la personne choisie par elle, des pouvoirs nécessaires pour administrer.

Si un exécuteur est désigné, elle n'est censée saisie que conjointement avec lui, elle devra lui remettre la succession. Elle lui donnera le *probate*, c'est un jugement qui homologue le testament, et confère à l'exécuteur les pouvoirs nécessaires pour administrer.

En aucun cas la personnalité de l'administrateur ne se confond avec celle du défunt, cette conception a des analogies avec notre acceptation sous bénéfice d'inventaire.

particulièrement commode pour dérober une succession au fisc français, à cause de cette conception de la propriété conjointe et du droit de survie ; mais nous avons vu que la loi française régit les successions de personnes ayant en France leur domicile de droit ou de fait. Ainsi, la loi de 1903 s'appliquera au compte joint fait en Angleterre par plusieurs déposants, ainsi que la présomption de copropriété par part virile et les pénalités frappant toute dissimulation.

Le fisc français aura-t-il connaissance des comptes joints en Angleterre ? Jusqu'à ces derniers temps, il aurait eu assez difficilement les preuves suffisantes pour frapper les héritiers. Il est intervenu le 15 novembre 1907 une convention entre la France et l'Angleterre pour la répression de la fraude dont voici les principales dispositions (1).

Le Board of Inland Revenue expédiera à la Direction générale de l'Enregistrement des extraits de toutes les déclarations de succession ou *affidavit* souscrits dans toute l'étendue du Royaume-Uni concernant les personnes domiciliées en France dont la succession se monte au moins à 2.500 francs de capital. Cet extrait contiendra :

1° Les nom, prénoms et domicile du défunt ; 2° la date et le lieu de son décès ; 3° les renseignements relatifs aux héritiers, donataires ou légataires (nom, prénoms

1. Instruction relative à l'exécution de l'arrangement conclu le 15 novembre 1907 pour la répression de la fraude, n° 3233, 31 décembre 1907.

et domicile), la date du testament et l'adresse du notaire rédacteur ou dépositaire de cet acte ; 4° la consistance de l'hérédité en valeurs mobilières, c'est-à-dire l'énumération détaillée et complète de ces valeurs par nature, numéros et série.

Ces extraits seront la copie littérale de la déclaration de succession dans sa totalité. Le Board of Inland Revenue adressera à la Direction générale de l'Enregistrement dans les six premières semaines de chaque trimestre ceux qu'elle aura reçus au cours du trimestre précédent. La Direction générale les répartira accompagnés d'une traduction entre les directeurs chargés eux-mêmes de les transmettre avec les renvois mensuels aux bureaux dans le ressort desquels les personnes décédées avaient leur domicile.

Dès la réception les receveurs rechercheront si les valeurs mobilières ont fait l'objet d'une déclaration, si non, ils consigneront au sommier des découvertes un article destiné à assurer le recouvrement. Les documents seront certifiés en Angleterre par les agents chargés de recevoir les *affidavit*. S'il y a litige entre l'Administration et les redevables au sujet des droits exigibles, les extraits d'*affidavit* doivent en outre être légalisés par nos agents diplomatiques et consulaires. La Direction générale de l'Enregistrement est tenue d'obligations analogues envers le Board of Inland Revenue.

Le fisc français sera donc averti du décès de toutes les

personnes domiciliées en France et pour la succession desquelles aura été fait un *affidavit*. Sera-t-il fait un *affidavit* au cas du décès d'un titulaire de compte joint ? Il se peut très bien que non, puisque les banques délivrent les titres déposés aux cotitulaires, sans pouvoir en exiger un certificat d'acquiescement des droits de mutation et que les survivants sont propriétaires du dépôt en vertu du droit de service. Mais quand le compte joint a pour but de tourner l'impôt, il est conclu en général entre très proches parents, d'habitude entre le véritable propriétaire et le ou les héritiers directs.

En cas de décès les héritiers doivent déclarer au fisc anglais la part des titres qui leur revient du chef du *de cuius*. L'Enregistrement anglais doit surveiller attentivement ces comptes joints qui peuvent être une source de fraudes et la non-déclaration de ce qui est en réalité une succession pourrait être découverte. Ainsi, il sera prudent de la faire au fisc anglais. Celui-ci avertira son collègue de France en vertu de la convention de 1907 et il faudra payer les droits établis par la loi française après avoir déjà soldé au moins une partie de ceux établis par la loi anglaise. En effet, d'après la doctrine et la jurisprudence de ce pays, le dépôt de valeurs dans une banque nationale constitue une sorte de domicile de fait en vertu duquel les héritiers du défunt paient pour les valeurs mobilières déposées.

Il y a trois droits de succession en Angleterre : l'Es-tate duty qui frappe tous les biens dont le défunt pou-

vait disposer sans tenir compte du degré de parenté des héritiers. Le tarif commence à 1 0/0 avec les successions de 2.500 francs. (Il a été rehaussé par la loi de finances du 22 juin 1907) il arrive à 10 0/0 pour les successions de 25 millions de francs, la deuxième tranche de 25 millions est à 11 0/0 et enfin au-dessus de 125 millions c'est 15 0/0.

Ces tarifs élevés portent sur la totalité de la succession, ils restent les mêmes qu'il y ait un seul héritier ou plusieurs. L'Etat commence par prendre sa part puis les héritiers se partagent le reste.

Le deuxième droit frappant les successions est le legacy and succession duty qui ne forme plus qu'un seul impôt ; il porte sur les successions en ligne collatérale et entre étrangers. Son tarif se cumule avec l'Estate duty, il est de 3 0/0 entre frères, 10 0/0 entre étrangers. La part successorale seule est sujette à l'impôt. La succession duty porte sur les immeubles, le legacy duty frappe les meubles dépendant de la succession d'une personne anglaise ou étrangère domiciliée en Angleterre, alors même que le propriétaire ne serait pas anglais et serait domicilié hors du royaume.

Donc si le fisc anglais parvient à prouver qu'il y a une succession cachée sous un compte joint, les héritiers auront à payer d'abord l'Estate duty, mais celui-ci ne portera que sur les valeurs déposées en Angleterre et s'ils ne font pas partie de la ligne directe, le legacy duty, puisque la jurisprudence considère le dépôt de

valeurs en Angleterre comme un domicile de fait. Une fois que le fisc anglais sera servi il avertira son collègue français qui viendra avec ses doubles droits et ses amendes, si bien que les héritiers pourront s'estimer heureux qu'on veuille bien leur laisser quelque chose. Même s'il n'y a pas de fraude, les valeurs déposées dans les banques anglaises paieront deux fois, une en France, l'autre en Angleterre. Si la convention de 1907 a réussi à pourchasser la fraude, elle aurait bien pu prévoir que les dépôts à l'étranger ne la comportent pas toujours et s'arranger pour que dans ce cas, ils ne paient qu'une fois. C'était une excellente occasion de régler un point de droit international.

De plus le déposant devra payer l'impôt sur le revenu pour les valeurs déposées, et il est à redouter qu'une nouvelle convention n'intervienne en cas d'impôt sur le revenu pour chasser encore une fois la fraude et ne réussisse à faire payer deux fois l'impôt sur les mêmes valeurs. En tous cas les commissaires spéciaux chargés de la cédule D (1), qui sont fonctionnaires de l'Etat pourraient bien pour continuer l'entente cordiale envoyer aimablement à leurs collègues de France tous les renseignements utiles à la perception de l'impôt sur le revenu.

1. La cédule D impose les profits et gains obtenus au moyen d'une profession, d'un commerce, d'un emploi ou d'un métier, et tous intérêts d'argent, autres profits et gains annuels non compris dans les cédules précédentes.

Le compte joint en Angleterre, sans avoir été rendu impossible par la convention de 1907, est devenu plus dangereux pour les gens qui ne veulent pas payer l'impôt sur les successions. A moins de frauder les deux administrations, les héritiers auront à payer les deux impôts, anglais et français.

COMPTES JOINTS EN BELGIQUE

La Belgique semblait prédestinée par sa proximité de la France et ses relations étroites avec la place de Paris à attirer les capitaux français en fuite devant les menaces d'impôts oppressifs. Mais la législation belge est moins favorable que la législation anglaise aux comptes joints ; elle est encore calquée sur notre Code civil. Elle déclare que le mandat finit par le décès du mandant et le dépôt ne peut être rendu qu'à l'héritier (1).

1. Art. 1939. — En cas de mort naturelle (ou civile) de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

Art. 2003. — Le mandat finit :

Par la révocation du mandataire ;

Par la renonciation de celui-ci au mandat ;

Par la mort naturelle (ou civile) l'interdiction ou la déconfiture soit du mandant, soit du mandataire.

Art. 1197. — L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le

Ces dispositions soulèvent les mêmes discussions de droit qu'en France et les banques belges très soucieuses de la légalité ne rendraient certainement pas le dépôt au mandataire désigné avant la mort, s'il leur était fait une notification du décès du déposant par un tiers intéressé.

Tout le mécanisme du compte joint repose sur ce que le banquier belge demeure ignorant, tout au moins officiellement, du décès et en ce cas le retrait est valable. A ce point de vue, les banques belges se montrent très complaisantes ; alors même qu'elles connaissaient le décès, elles ont payé au survivant, M. Kergall (1) cite même une banque belge, qui, « prévenue du décès par la veuve elle-même, a fait reporter cette lettre à celle-ci en lui faisant dire : « Nous n'avons pas reçu votre lettre, hâtez-vous de retirer le dépôt avant que la mort de votre mari ne nous soit notifiée par un tiers. » Mais, est-il sérieusement permis de faire fond sur l'indéfinie durée des beaux jours, sinon de la complaisance, du moins de la faculté de l'exercer, et cela, même dans le cas où il n'y

paiement du total de la créance et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

Art. 1198. — Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

(*Les Codes Belges*, par Gustave Beltjens).

1. *Revue Économique et Financière*, du 8 décembre 1906.

a pas d'héritier réservataire intéressé ? » Le péril est le même qu'en France, la jurisprudence peut très bien condamner la théorie que le mandat ne cesse pas par la mort du mandant ou déclarer que la solidarité telle qu'on l'applique dans le compte joint dépasse les limites du Code.

Les banques belges qui sont sérieuses n'hésitent pas à montrer très nettement le danger à leurs clients. En voici deux exemples : « Nous ouvrons également des comptes joints (dit une banque belge)... Ces comptes sont soumis aux mêmes conditions que les comptes personnels. Nous devons cependant attirer votre attention sur ce fait qu'en cas de décès de l'un des titulaires, le compte prend fin et doit être réparti entre les ayants droit sur pièces justificatives. » — « Nous acceptons également (dit une autre banque belge) des dépôts à deux ou plusieurs noms, chacun des titulaires ayant pouvoir de disposer de tout ou partie des valeurs, en vertu d'une procuration qu'ils se donnent mutuellement et qui prend fin par le décès du mandant. Dès lors, si le décès de l'un des intéressés nous était connu, nous ne pourrions plus autoriser de retraits de fonds qu'avec l'intervention des héritiers du défunt. »

S'il y a des formalités à accomplir, le fisc belge sera averti, il prendra sa part sur les valeurs mobilières déposées en Belgique appliquant la même théorie qu'en France, et avertira ensuite son collègue français en vertu de la convention conclue à Lille le 12 août 1843 en-

tre M. Vialla, directeur de l'Enregistrement à Lille, et M. Dauby, son collègue, de Bruxelles (1).

Article premier. — « Il y aura entre les receveurs de l'Enregistrement et des Domaines des deux pays échange de tous les documents et renseignements pouvant aider à la perception complète et régulière des droits établis par les lois qui régissent les deux pays ou se rattachant à des intérêts domaniaux leur afférant réciproquement. »

Article 2. — On renverra notamment...

.

8° Les actes constitutifs de rentes et de créances lorsqu'elles sont payables ou que le créancier habite hors du royaume de la passation des actes et ceux emportant reconnaissance ou réalisation d'ouvertures de crédit passés hors du royaume du domicile des parties ; les remboursements de rentes ou de créances se rattachant à des successions ouvertes dans les deux pays.

Article 9. — La présente convention n'aura un caractère définitif et ne sera exécutoire qu'après l'approbation des deux gouvernements respectifs.

Or, ni Louis-Philippe, ni Léopold I^{er} n'ont signé, donc il n'est pas douteux que cette convention ne soit pas valable en droit ; mais en fait elle est appliquée.

D'ailleurs elle n'est pas aussi compréhensive qu'on l'a

1. *Economiste Français* du 27 juillet 1907, 2^e semestre, p. 129.

prétendu, on ne peut pas faire rentrer les valeurs mobilières, et surtout les actions dans les actes constitutifs de créance (1). De plus, l'Enregistrement belge n'est pas obligé de faire des recherches sur les biens des Français en Belgique ; il a seulement à communiquer ce qui vient à sa connaissance, « c'est-à-dire, ce qui ressortirait d'actes authentiques faits en Belgique par des Français ».

Voici d'ailleurs les observations échangées à ce sujet au Parlement belge, le 26 juillet 1907 (2) :

« M. Woeste, catholique, dit M. Lepaige, a signalé une convention datant de 1843, le ministre aura à s'expliquer sur les conséquences de cette convention, mais je ne pourrai admettre, quant à moi, que les étrangers résidant en Belgique fussent soumis à des règles autres que les Belges. L'article 128 de la constitution dit formellement : « Tout étranger qui se trouve sur le territoire de Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens sauf les exceptions établies par la loi. » Les étrangers ont droit à la protection accordée aux Belges et l'on ne peut prendre vis-à-vis d'eux en matière fiscale comme en toute autre des mesures qui ne seraient pas appliquées aux Belges. »

M. Liebaert, ministre des Finances, répondant à MM. Lepaige et Woeste dit qu'il existe en effet une convention signée en 1843, mais elle a un caractère purement administratif, c'est une convention de services réciproques

1 et 2. *Economiste Français*, du 3 août 1907. Article de M. Leroy-Beaulieu, p. 154 et suiv.

pour la communication d'actes. « En principe je suis d'accord avec M. Woeste sur l'interprétation de l'article 128 de la constitution, dit le ministre, quant aux dépôts de fonds, les banquiers et agents de change ne doivent pas faire connaître l'importance ou la provenance des dépôts faits par les Belges ; par voie de conséquence, et en vertu de l'article 128 de la constitution, il doit en être de même pour les étrangers aussi bien pour les dépôts que pour un impôt sur le revenu qui serait établi dans un pays dont ils sont originaires. »

Sa réponse est très nette et conçue en termes capables de rassurer les gens qui auraient eu peur de la convention de 1843. Les dépôts et les comptes chez les banquiers et agents de change ne seront pas signalés au fisc. Pour les successions, si les héritiers s'accordent et opèrent le partage sous acte authentique le fisc français ne sera pas prévenu. Il faudra bien payer les droits de succession belges, mais le paragraphe 8 cité plus haut ne dit pas du tout que l'Enregistrement belge doit prévenir son collègue de France, sauf en cas de remboursement de rente ou de créance. En somme les Belges ont intérêt à attirer l'argent français chez eux ; tant que l'afflux des capitaux continuera, ils sauront bien empêcher leurs agents de renseigner le fisc français, mais quand les choses auront repris leur cours normal, cette bienveillance pourra disparaître. Le fisc belge, n'étant plus retenu par l'intérêt du pays, reprendra ses habitudes et enverra à son collègue de France tous les ren-

seignements possibles, dans l'espoir d'en recevoir d'aussi nombreux en échange, malgré l'article 128 de la constitution.

La situation des Français titulaires de compte joints en Belgique ne sera donc pas très stable. Il faudra que le codéposant retire le dépôt avant que la banque ait reçu notification du décès, puis il faudra ou frauder le fisc belge en ne lui payant pas les droits de succession, ou s'acquitter envers lui et tout le bénéfice que l'on espérait tirer du compte joint peut disparaître car le fisc français a plus de chances d'être averti en ce cas.

LE COMPTE JOINT EN ALLEMAGNE

Le dépôt de titres en banque sous forme de compte joint s'est beaucoup développé en Allemagne, mais pas dans un but frauduleux (1). Voici comment il y est conçu : « Le déposant autorise la banque à livrer les titres déposés soit à lui-même soit à un tiers, par exemple à sa femme pour que l'administration de ses biens ne soit pas entravée, par exemple s'il devient malade ou est obligé de voyager, ou encore pour simplifier la transmission de ses biens en cas de décès. » Le compte joint est certainement valable en droit allemand. En effet la représentation est plutôt considérée chez eux par rap-

1. « Des comptes joints ouverts à des clients français par les banques étrangères », 1904. *Journal de droit international privé*, p. 314.

port à l'objet du mandat qu'à la personnalité du mandant et du mandataire.

Article 672. — En cas de doute le mandat ne s'éteint ni par le décès ni par la survenance de l'incapacité du mandant. Si le mandat s'éteint en un moment où il y a péril à différer, le mandataire doit continuer à soigner l'affaire dont il est chargé jusqu'à ce que l'héritier ou le représentant légal du mandataire puisse pourvoir autrement au soin de l'affaire, le mandat est censé continuer jusque-là.

Article 673. — En cas de doute, le mandat prend fin par le décès du mandataire. Si le mandat prend fin, l'héritier du mandataire doit immédiatement notifier le décès au mandant et s'il y a péril en la demeure, continuer à soigner l'affaire jusqu'à ce que le mandant puisse y pourvoir autrement, le mandat est censé continuer jusque-là.

Ainsi donc la banque peut restituer à d'autres personnes que l'héritier en cas de mort du déposant, cette restitution sera libératoire pour elle et le Code permet expressément au débiteur de payer à l'un quelconque de ses créanciers.

Article 428. — Lorsque plusieurs personnes ont le droit d'exiger une prestation de telle manière que chacun puisse exiger la prestation entière, mais que le débiteur ne soit obligé d'exécuter la prestation qu'une seule fois (créanciers solidaires) le débiteur peut à son gré faire la prestation à chacun des créanciers. Il en est ainsi, même lorsqu'un des

créanciers a déjà intenté une action pour obtenir la prestation.

Le compte joint est donc conforme aux principes du Code civil allemand. Tel est du moins l'avis des jurisconsultes français et allemands consultés par une banque allemande sur cette question (1). « Il est hors de doute que suivant les dispositions du Code civil allemand, le dépôt de valeurs mobilières est valable, même s'il contient la clause que chacun des divers déposants est autorisé à réclamer le dépôt en entier ainsi que l'actif inscrit au compte des déposants et à en donner quittance. La solidarité active est un rapport juridique indépendant et n'est pas modifiée par la mort ou la faillite d'un des créanciers. » Ces principes sont reconnus dans la pratique des banques allemandes. La banque de l'Empire autorise trois personnes à déposer leurs titres et à les retirer eux-mêmes ou par leur représentant. Voici la clause que signent les titulaires : « Les titres déposés et les sommes en provenant peuvent être réclamés par chacun de nous ou par les représentants de chacun de nous. » Mais les juristes consultés conseillent aux banques allemandes de refuser l'ouverture de comptes joints à des personnes domiciliées en France. En effet, ils considèrent que cette sorte de compte est incompatible avec le droit français et les lois françaises. Les banques alle-

1. *Journal de droit international privé*, année 1904, p. 314 et suivantes.

mandes pourraient donc se trouver en qualité de complices de fraudes condamnées par le tribunal français à payer l'amende. Car quand il s'agit des intérêts de l'Etat, les tribunaux français se déclarent toujours compétents. Cette condamnation, même si elle n'est pas suivie d'effets, est désagréable pour la banque dont elle entache la bonne réputation, et de plus, il ne faut pas oublier que le fisc français peut saisir les fonds que le banquier étranger conserve chez son correspondant en France. Il est évident que cette perspective n'est pas encourageante pour les banques allemandes et les meilleures refusent le compte joint aux Français. Ceux-ci sont obligés alors de s'adresser ou aux banques qui acceptent le compte joint ou à celles qui n'ont pas de correspondants en France, c'est-à-dire qui sont relativement peu importantes.

Il ne faut pas oublier que presque chaque Etat allemand a son impôt sur le revenu et que l'Empire a établi le 3 juin 1906 un impôt sur les successions. Ce dernier est moins lourd que l'impôt français surtout pour la ligne directe. La loi du 3 juin 1906 n'impose pas les successions échues à des descendants en ligne directe ni les successions entre époux. Mais les Etats particuliers peuvent imposer à leur profit les catégories de successions et établir des surtaxes sur les droits perçus pour le compte de l'Empire. Les droits sont fixés en tenant compte du degré de parenté et du montant de la part successorale recueillie.

L'impôt, pour les frères et sœurs, les neveux et nièces commence à 40/0 pour les successions de 30 mille marks et au-dessous et arrive à 10 0/0 pour celles d'un millions de marks ; pour les étrangers, il va de 10 0/0 à 25 0/0 (1).

La fortune déposée en Allemagne et appartenant au sujet d'un autre pays qui n'a ni son domicile ni sa résidence habituelle dans l'Empire ne paye pas si son héritier n'a aussi ni domicile ni résidence habituelle.

Le danger est toujours que la jurisprudence allemande pourra considérer comme résidence un dépôt important de valeurs mobilières dans l'Empire ainsi que l'a fait la jurisprudence anglaise. Il n'y a ni convention

1. Loi du 30 juin 1906, art. 6. — L'impôt est prélevé sur la fortune d'un testateur étranger quand au moment de sa mort ou si l'acquisition a lieu de son vivant au moment de l'acquisition il a son domicile ou faute de domicile sa résidence habituelle dans un Etat confédéré, en tant toutefois que sa fortune se trouve dans l'Empire.

La fortune se trouvant dans l'empire et appartenant à un testateur étranger, qui aux moments indiqués au paragraphe 1 n'a ni son domicile ni sa résidence habituelle dans un Etat confédéré est soumise à l'impôt quand elle est acquise par un héritier qui au moment où il l'acquiert a son domicile dans l'Empire, ou faute de domicile sa résidence habituelle. Le contribuable a le droit de faire déduire les taxes qu'il a acquittées à l'étranger pour la même acquisition.

L'impôt ne sera pas perçu si dans le pays du *de cujus* il est accordé une diminution ou une exemption de l'impôt sur les successions qui devrait être perçu sur les acquisitions provenant de la fortune d'un Allemand.

Dans un but de compensation ou pour éviter une double taxation, le Chancelier de l'Empire peut avec l'assentiment du Conseil fédéral ordonner des dérogations aux prescriptions du paragraphe 1.

ART. 7 Sur les biens fonds situés dans l'Empire l'impôt sur les successions doit être prélevé sans qu'il soit établi de distinction entre le *de cujus* allemand et le *de cujus* étranger ayant eu ou n'ayant pas eu sa résidence habituelle dans l'Empire.

fiscale entre la France et l'Allemagne, ni même bons rapports entre le fisc allemand et le fisc français.

L'Allemagne semblerait donc propice aux comptes joints s'il n'y avait pas d'impôt sur le revenu et si les banques sérieuses ne se refusaient pas à ouvrir cette sorte de compte aux Français.

LE COMPTE JOINT EN SUISSE

Si les banques allemandes hésitent à recevoir les titres français en compte joint il n'en est pas de même des banques suisses ; celles-ci cherchent à attirer le plus possible les capitaux français chez elles et semblent y réussir. Une seule succursale en ce pays a reçu en moins d'un mois pour plus de 70 millions de valeurs sorties de France. Certaines banques suisses avaient tant de titres français en dépôt qu'elles ne savaient plus où les mettre.

C'est qu'en effet la législation suisse semble favorable au compte joint en admettant la validité du mandat *post mortem*.

Article 392 du Code fédéral des obligations. — « Le mandat est un contrat par lequel le mandataire qui l'accepte s'engage à gérer selon la volonté du mandant l'affaire dont il s'est chargé. Il n'est dû une rémunération au mandataire que si l'usage ou la convention lui en assure une.

Article 394. — A moins de stipulation expresse, l'étendue

du mandat est déterminée par la nature de l'affaire à laquelle il se rapporte.

Article 403. — Le mandat finit par la mort, l'incapacité ou la faillite soit du mandant, soit du mandataire, à moins que le contraire n'ait été convenu ou ne résulte de la nature même de l'affaire. Toutes les fois cependant que l'extinction du mandat met en péril les intérêts du mandant, le mandataire, ses héritiers ou son représentant sont tenus de continuer la gestion de l'affaire jusqu'à ce que le mandant, ses héritiers ou son représentant soient en mesure d'y pourvoir eux-mêmes.

Article 404. — En ce qui concerne les opérations que le mandataire a faites avant d'avoir connaissance de l'extinction du mandat, le mandant ou ses héritiers sont tenus envers le mandataire, comme si le mandat eût encore existé.

M. Kergall distingue trois sortes de comptes joints ouverts en Suisse par les banques (1).

Le premier est le compte joint avec mandat conféré au cotitulaire de retirer les valeurs. En voici une formule (il s'agit d'un compte entre époux): « M. A..., confère le mandat formel à M^{me} A..., son épouse de gérer ledit dépôt, de l'augmenter, de le diminuer et de faire fonctionner le compte de dépôt comme M. A..., pourrait le faire lui-même, de donner bonne et valable quit-

1. Kergall. *Revue Economique et Financière*, 26 janvier 1907.

tance de ce chef à la banque et d'opérer même le retrait total du dépôt et de tous ses accessoires. »

Cette formule renferme nettement un mandat, et l'article 403 précité du Code fédéral permet le mandat *post mortem*. Après le décès le cotitulaire pourra donc retirer le dépôt. M. Kergall n'est pas de cet avis.

Cet article interprété, dit-il, comme le font certaines banques suisses (1) « conduirait tout simplement à une colossale absurdité, à savoir que le Code fédéral met sur le même pied, et la prescription légale et la faculté de s'y soustraire, qu'il n'a affirmé une chose que pour la nier aussitôt après, autrement dit qu'il a parlé pour ne rien dire ». Cette démonstration n'est pas absolument convaincante. Il existe dans le Code français beaucoup de dispositions interprétatives qui ne sont valables que si les parties n'expriment pas de volonté contraire. Le Code fixe un type de contrat, il est permis aux parties de le modifier pourvu qu'elles ne dérogent pas aux dispositions d'ordre public. Et l'article 403 ne contient aucune contradiction ; il signifie simplement qu'il n'est pas d'ordre public que le contrat finisse par la mort du mandant. Ce point est d'ailleurs discuté. Se basant sur la fin de l'article 403, M. Kergall dit que le Code a établi une règle d'ordre public à laquelle il n'a admis qu'une seule exception, celle « où le mandat aurait pour objet une entreprise dont la marche pour-

1. Kergall, *Revue Economique et Financière*, 26 janvier 1907.

rait être arrêtée par la brusque suppression de ce mandat ». Cette interprétation nous paraît trop restrictive.

Quoi qu'il en soit, certaines banques suisses se refusent à ouvrir des comptes joints en s'appuyant sur ce que le compte joint, étant récent, n'a pas donné lieu à discussion (1), « aucun d'eux n'a encore donné lieu à une action en justice, et il n'y a pas de jurisprudence établie à leur sujet. Mais nous nous demandons quelle sera l'attitude des quelques établissements qui ouvrent des comptes joints, si cette jurisprudence vient à leur donner tort et cela n'est pas impossible ».

Les banques qui ouvrent des comptes joints ne manquent pas, en général, d'avertir les clients que si l'un d'eux meurt, le ou les survivants doivent se hâter de retirer le dépôt avant que la Banque soit censée connaître le décès, car, disent-elles, « le jour où nous ne pourrions plus arguer de notre ignorance, nous ne pourrions plus payer au survivant ». Certaines banques vont même plus loin, elles ne paient après le décès d'un des titulaires que sur présentation d'un acte de notoriété et d'une décharge régulière signée par tous les ayants droit.

Il y a donc discussion sur ce point et les banques suisses ont cherché mieux. Elles ont songé à remplacer le mandat par la solidarité en utilisant celle-ci telle qu'elle a été réglée par le Code fédéral.

1. *Idem*, 8 décembre 1906.

Article 169. — Il y a solidarité entre plusieurs créanciers lorsque le débiteur déclare vouloir donner à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance. A défaut d'une semblable déclaration la solidarité n'existe que dans les cas déterminés par la loi.

Article 170. — Le paiement fait à l'un des créanciers solidaires libère le débiteur envers tous. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des dits créanciers, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un deux.

Et alors le mandat donné précédemment à l'un des titulaires par l'autre va être déplacé, les codéposants donneront le mandat à la banque de créditer le compte dépositaire et d'encaisser les revenus des titres. L'on a soutenu que ce mandat n'en était pas un, « comme si un déposant éprouvait le besoin de déranger un légiste pour stipuler avec mandat à l'appui que le dépositaire ne devra pas s'approprier le bien d'autrui, les fruits du dépôt, dont il n'est pas le dépositaire mais seulement le gardien » (1). Il est évident qu'un banquier n'a pas besoin d'un mandat pour accomplir les opérations de son métier. Cette raison ne nous semble pas suffisante pour déclarer la nullité de ce mandat. Il est inutile, mais il n'est pas nul et il est alors licite à la banque de dire : « Chacun des déposants stipule que ce mandat continuera après son décès. »

Cependant les banques ne se sont pas contentées de

1. Kergall, 26 janvier 1907.

ce premier perfectionnement, elles ont voulu aller plus loin, et puisqu'il y avait possibilité de considérer ce mandat de gérer comme nul ils lui ont donné une consistance plus forte. Les déposants chargent la société d'encaisser non seulement les revenus des valeurs, mais aussi le produit de leur vente.

Ce qui signifie que la Banque pourra alors gérer réellement le portefeuille titres des déposants, en vendant certaines valeurs pour en racheter d'autres de même espèce si cela lui convient. Ce mandat est évidemment réel, peut-être même trop réel, car le banquier pourra vendre de son chef les titres déposés sans être coupable d'abus de confiance, et ainsi disparaît la dernière garantie du déposant. En cas de faillite du banquier, si ses titres ont été vendus, le déposant ne sera plus qu'un simple créancier chirographaire, et ce mandat de gérer le dépouillera du seul privilège qui le distinguait de ce créancier. Il ne pourra plus poursuivre son banquier comme coupable d'abus de confiance. Ce dernier droit semble peut-être peu utile en pratique, cependant si un banquier pour retarder ou pour éviter une faillite éprouve le besoin de vendre les titres de ses clients, il prendra de préférence ceux au sujet desquels il n'aura pas à craindre une poursuite correctionnelle,

Nous nous trouvons donc ici en présence d'un contrat très juridique qui atteint incontestablement son but, la transmission sans formalités aux cotitulaires du compte joint en cas de décès.

Il ne faut pas oublier que la banque ne rendra, même en ce cas, le dépôt que s'il n'y a pas contestation de la part des héritiers.

Article 482. — Le dépôt est restituable à vue tant qu'il n'y a pas contestation judiciaire ou revendication.

De même l'article 170 dit qu'il est au choix du débiteur de « payer à l'un ou à l'autre des créanciers tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux ».

« Du moment toutefois, dit une banque suisse, où la Société se trouverait sommée par l'un des codéposants de ne plus donner suite à une demande de retrait soulevée par un autre codéposant, la remise du dépôt ne pourrait plus être effectuée qu'à l'ensemble des déposants ou à leurs héritiers. »

En résumé, le compte joint est valable dans la législation suisse ; il présente moins de dangers au point de vue du fisc français qu'en Angleterre ou en Belgique, car il n'y a pas de convention fiscale entre la France et la Suisse. L'enregistrement en sera réduit pour connaître la fraude à acheter des employés de la Banque, il pourra y arriver, mais cette question de délation est une question d'argent, la Banque paiera ses employés plus cher et les choisira soigneusement.

L'argent dans cette lutte n'est pas du côté du fisc, et si les capitalistes veulent sans donner la peine ils le vaincront.

Les dépositaires ne paieront pas les impôts français mais ils pourront payer les impôts suisses. Ceux-ci varient suivant les cantons. Presque partout, il y a un impôt sur les successions et les donations, sauf dans ceux d'Appenzell, des Grisons, du Valais et d'Unterwalden.

Les cantons de Bâle et de Fribourg ont un impôt sur les comptes courants créanciers dans les établissements de banque. Les cantons suisses ont tous un impôt sur le capital; dans cinq cantons, il existe une association avec l'impôt sur le revenu. Dans les autres, ces deux impôts se combinent de façons très diverses ou bien sont juxtaposés comme en Argovie, l'impôt sur le capital frappant d'abord et l'impôt sur le revenu reprenant ensuite tout ce qui serait resté indemne.

Cette diversité de législation se rencontre également dans le domaine du droit international privé. Ainsi, à Genève, le droit de transmission après décès est dû, s'il s'agit de la succession d'un étranger, sur les immeubles et biens meubles, titres, valeurs et créances de toute nature et de toute espèce.

Dans le canton de Neuchâtel l'impôt direct sur la fortune et sur les revenus est dû par les personnes domiciliées hors du canton et possédant une fortune placée et administrée dans le canton.

Dans le canton du Valais, le débiteur d'un créancier non domicilié dans le canton (c'est-à-dire la banque débitrice d'un déposant français) est tenu de payer l'im-

pôt pour ce dernier, et peut retenir cette avance lors du paiement de l'intérêt. Toute clause contraire est nulle.

Il y a donc le plus grand intérêt à étudier la législation suisse du canton où l'on dépose sa fortune.

Mais le fisc suisse se montre très accommodant avec les étrangers et n'opère peut-être pas toutes les perceptions auxquelles il pourrait prétendre, pour ne pas entraver l'afflux des capitaux français. Mais si les capitaux français voulaient retourner dans leur pays d'origine, ils trouveraient peut être des résistances, le fisc suisse réclamant ses arriérés et le capitaliste français s'apercevrait qu'il a commis une faute en ne s'informant pas assez des dangers possibles que courait son argent.

Il faudra donc choisir, si possible, un canton où il n'y a ni impôt sur les successions ni impôt sur le revenu pour les valeurs déposées par des étrangers. Il n'est pas besoin que la banque chargée de recevoir ces dépôts soit dans un grand centre d'affaires, il serait peut-être même préférable que son siège soit établi dans un canton de montagnes dont les habitants comprennent la prospérité que pourrait apporter l'établissement d'une grande banque.

La population paysanne ferait meilleur ménage avec les capitalistes que la population ouvrière, elle éviterait de voter des taxes trop fortes pouvant faire fuir les valeurs mobilières. Avec les moyens de communication

actuels (une fois qu'ils seraient installés) cette banque serait aussi vite et aussi bien renseignée que celles des grands centres, et la surveillance des employés serait plus facile que dans une ville importante.

En résumé, les comptes joints en Suisse, quand ils sont inattaquables au point de vue juridique, offrent le grand danger de laisser le banquier maître de gérer la fortune du déposant.

Les comptes joints en Suisse et en Belgique ont aussi un grand défaut, ils cachent souvent un placement en Allemagne.

Nos capitaux partis à l'étranger peuvent être évalués à cinq ou six milliards (1). Ils sont surtout placés en Allemagne.

Or quel emploi les Allemands font-ils de nos capitaux? Comme ils ne sont pas prêtés à bon marché ils les emploient à des œuvres d'intérêt général.

« C'est ainsi, à l'aide des capitaux français, que la Deutsche Bank réussit à acquérir en 1896 les lots turcs du baron Hirsch et qu'en 1902 elle réussit à mettre la main sur les chemins de fer orientaux.

« Pour voier cette opération, des capitaux français furent avancés à la banque de Zurich, agent de la Deutsche Bank. »

Si en 1901 la crise allemande n'eût pas intimidé les prêteurs français, la Deutsche Bank aurait réussi à s'em-

1. *Monde Économique*, articles de M. de Malte, mars 1908, p. 337.

parer des quais de Constantinople en achetant la société française.

Sur les 5 ou 6 milliards de francs placés à l'étranger, les 3/4 sont dans les mains des Allemands. Le moyen employé par la Deutsche Bank et les autres pour attirer les capitaux français est de maintenir le taux de l'escompte au-dessus de ceux de Paris et de Londres ; pour que les capitaux ne s'en aillent pas et que leur retrait ne fasse pas éclater une crise, il faut que les taux d'escompte restent élevés.

La Deutsche Bank (rapport de 1907) à elle seule voit rouler dans ses multiples opérations de 1.500 millions à 2 milliards de capitaux français.

A notre avis, ce fait constitue un motif très puissant pour recommander une extrême prudence dans l'envoi de nos fonds à l'étranger; Il ne faut pas que des puissances étrangères puissent nous supplanter au point de vue économique avec notre propre argent. Le bon marché de l'escompte en France aide puissamment notre commerce et notre industrie dans la concurrence avec les pays étrangers. Il compense un peu la pauvreté de notre sous-sol qui nous a fait descendre au rang de puissance économique de second ordre. Nous suivons encore de loin l'essor des autres nations. Si l'escompte à bon marché nous était retiré, nous resterions peut-être stationnaires ou même nous pourrions descendre. Nous avons une grande puissance financière par le fait de notre épargne, il faut la garder.

L'on pourrait peut-être croire que le dépôt en compte joint dans nos colonies aurait le même effet qu'à l'étranger sans en avoir les inconvénients. La loi de 1903 ne s'applique pas aux colonies. Il faut une disposition spéciale pour qu'une loi de la métropole soit en vigueur dans nos colonies.

L'Enregistrement existe dans les plus importantes, mais les droits y sont bien moins forts qu'en France. Elles sont alors assimilées à la France au point de vue fiscal. Celles où l'Enregistrement n'est pas établi sont assimilées aux pays étrangers.

L'on pourrait donc pratiquer le compte joint aux colonies et ainsi on les ferait profiter de l'afflux des capitaux. Mais cette situation ne serait pas stable, il suffirait d'une disposition législative pour appliquer aux colonies tout l'ensemble des textes sur le droit de communication (art. 15 de la loi de 1901, etc.) et l'Enregistrement des colonies, dans celles où il existe, fournirait à son collègue de France tous les renseignements nécessaires. Les jugements rendus dans la métropole auraient tout leur effet aux colonies. Il ne semble donc pas à conseiller d'y envoyer ses titres en vue de frauder le fisc.

CONCLUSION

Malgré les lacunes signalées dans la loi de 1903, le compte joint n'est plus pratiqué en France. Ce sont les banques françaises qui le refusent. Il s'est donc réfugié à l'étranger et il y a pris une assez grande extension.

Les comptes joints à l'étranger atteignent bien leur but qui est la fraude fiscale, mais nous avons vu que ce n'est pas sans dangers. La transmission des valeurs après le décès d'un déposant aux cotitulaires du compte repose presque partout sur cette présomption : la banque ignore le décès. La notification à la banque par un ayant droit empêcherait sans aucun doute la remise aux autres déposants. Mais ceci est un danger négatif ; le retrait du dépôt ne se fait pas ; il se peut qu'il se fasse trop facilement et que le cotulaire retire les valeurs et disparaisse avec elles. Il faut donc le choisir avec soin, le prendre parmi des héritiers très proches sur l'affection et sur l'honnêteté de qui l'on puisse compter.

Le bénéficiaire peut mourir avant le donateur et ses héritiers mal intentionnés ou ignorants réclamer leur

part du dépôt. Les banques choisies peuvent ne pas être solides et en cas de faillite, le déposant peut ne pas retrouver ses titres qui auront été vendus et remplacés par d'autres, il sera réduit à la situation de créancier chirographaire.

Il aura peut-être aussi à payer les impôts de la nation de son banquier pour les valeurs déposées.

Enfin, ce compte peut être découvert par le fisc français. Toutes ces considérations doivent donner à réfléchir aux capitalistes désireux de soustraire leur fortune à des impôts excessifs. Le compte joint à l'étranger est jusqu'à présent un moyen efficace de se soustraire à l'impôt du revenu. Mais pour ne pas payer l'impôt successoral, il vaut mieux louer un coffre-fort dans une société de crédit et, ou bien donner une procuration à ses enfants ou à sa femme de se faire ouvrir le coffre, ou bien louer le coffre à deux signatures : de telle façon que l'un ou l'autre des clients puisse prendre les titres, les enlever, les rapporter, en détacher les coupons, en un mot agir comme le seul propriétaire du contenu du coffre. Cette façon de procéder a le grand avantage de laisser ignorer au fisc l'importance de la fortune déposée puisque la société elle-même ne la connaît pas. Le projet d'impôt sur le revenu qui oblige les sociétés à inscrire sur un bordereau au nom du client tous les coupons qu'il se fait payer, permettra d'arriver à cette évaluation, mais ce projet n'est pas encore voté par le Sénat. D'ailleurs on trouverait bien le moyen de le

tourner. Ainsi, les gros capitalistes, aux échéances importantes, pourraient prendre le train et aller toucher leurs coupons à l'étranger.

Le grand avantage de la location d'un coffre-fort est que les gens qui ont une procuration peuvent enlever toutes les valeurs déposées à l'instant même et sans éveiller l'attention de la société, tandis que le retrait d'un compte de titres demande du temps et quelques formalités. Une banque qui voit arriver pour la première fois un cotitulaire de compte joint demandant pour sa première opération le retrait total du dépôt doit bien se douter du décès de l'autre titulaire, tandis qu'elle ne sait pas du tout ce que fait la personne munie d'une procuration pour se faire ouvrir le coffre ; elle ne la surveille pas ; il ne restera comme trace de son passage qu'une signature sur le carnet tenu par l'employé chargé du service des coffres qui y marque seulement la date et l'heure de la descente. La location d'un coffre-fort est donc préférable au compte joint quand il s'agit de frauder le fisc. Mais le compte joint, sans parler des comptes collectifs ouverts à des sociétés, qu'on ne saurait assimiler à un compte joint, a d'autres utilités que celle-là. Le chef de famille peut voyager, il est officier de marine, par exemple, il ne pourra guère s'occuper de la gestion de sa fortune au cours de ses voyages, il est tout naturel que sa femme en prenne soin, et le compte joint pourra mieux remplir ce but qu'une procuration, le cotitulaire ayant un droit propre sur le dépôt. Au cas

de décès, la transmission se fera sans formalités, sans production de pièces notariées, qui exigent du temps et des frais. L'économie de temps sera très précieuse si l'on se place dans le cas d'une fortune uniquement mobilière. Au cas d'un décès il y a toujours des dépenses importantes à payer, notes de médecin, frais d'inhumation. Ces dépenses doivent être soldées rapidement, il faut de l'argent, où en trouver, puisque la banque en cas de décès d'un titulaire de compte simple exige des pièces et des signatures pour délivrer le dépôt et qu'elle n'avance rien sans garantie ? Au moment de la rédaction du Code, l'état de choses était très différent. Il y avait très peu de valeurs mobilières, les fortunes se composaient presque uniquement d'immeubles.

Les héritiers directs du défunt continuaient à user de la maison paternelle jusqu'à ce que leurs titres soient en règle ; s'ils avaient besoin d'argent le notaire leur en avançait sur les biens fonds qui allaient leur revenir.

Maintenant, les valeurs mobilières constituent la plus grande partie de notre capital national. Les héritiers directs du défunt ne continuent pas l'usage des valeurs mobilières comme celui des immeubles. Il y a un arrêt marqué par le temps nécessaire pour remplir les formalités exigées par la banque dépositaire.

Le dépôt en banque étant à l'heure actuelle le mode de garde le plus usité des valeurs mobilières, il faut adapter à cette situation nouvelle des lois nouvelles. Ce que redoutent les banques en livrant la chose déposée

après un décès aux titulaires des comptes joints, c'est de ne pas être libérées vis-à-vis des héritiers du défunt. Quel principe s'opposerait à ce qu'elles soient considérées comme à l'abri de toute responsabilité, au cas où elles ne délivreraient, même ayant la connaissance du décès, que la quotité disponible en tous cas au profit d'un étranger, aux cotitulaires du compte, ou même à ce qu'elles profitent de la présomption de copropriété de part virile établie par la loi de 1903 et qu'elles donnent à chacun des déposants une part virile à moins que le contraire n'ait été stipulé dans l'acte de dépôt ?

Cette stipulation dans l'acte de dépôt pourrait être utilisée. Ainsi deux époux se font ouvrir un compte joint, le mari déclare dans l'acte d'ouverture que telles valeurs appartiennent à sa femme. A la mort du mari, la femme pourrait reprendre ses biens propres sans formalités.

L'avantage du compte joint non frauduleux est de remplacer une ou plusieurs procurations et de donner plus de liberté à celui chargé de gérer pour les autres car il agit comme propriétaire et non comme mandataire. C'est aussi son défaut, si l'un des cotitulaires est malhonnête.

Le compte joint est un procédé utile, que l'on veuille frauder le fisc ou non, mais il est périlleux ; si l'on veut s'en servir, il faut le faire avec la plus grande prudence.

Vu : le Président de la thèse

EM. ALGLAVE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

ANNEXES

FORMULE DE DÉPÔT CONJOINT ENTRE ÉPOUX

Entre les soussignés, M. X comme déposant d'une part, et la banque de... comme dépositaire d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

a) M. X charge la banque de... de recevoir et de conserver en dépôt les titres qu'il lui remettra ;

b) Il donne mandat à la banque de gérer au mieux de ses intérêts le dépôt et notamment l'encaissement du revenu des titres ;

c) ... intérêts portés au compte courant ;

d) Le règlement annexé fait droit pour les relations juridiques ;

e) M. X confère le mandat formel à M^{me} X, son épouse, pour autant qu'il ne l'aura pas fait lui-même, de gérer le dépôt, de l'augmenter, de le diminuer et de faire fonctionner le compte de dépôt comme M. X pourrait le faire lui-même, de donner bonne et valable quittance de ce chef à la banque et d'opérer même le retrait du dépôt avec tous ses accessoires sans que M^{me} X ait aucune autorisation ultérieure ou aucune ratification à fournir à ladite banque et sans que cette ban-

que dépositaire ait aucune autorisation ou ratification à demander à M. X ;

f) M. X donne formellement par les présentes à la banque le pouvoir de remettre le dépôt effectué par lui, en tout ou en partie à M^{me} X, la banque étant valablement déchargée et définitivement libérée de tout ou partie du dépôt par la quittance à elle donnée par M^{me} X, mandataire à cet effet de son mari.

g) Il est expressément stipulé que le mandat et le pouvoir conférés par M. X, soit à M^{me} X, soit à la banque de... continueront à déployer leurs effets, même si M. X venait à décéder avant le retrait du dépôt et l'extinction du compte de dépôt ou s'il devenait incapable de manifester sa volonté ;

h) M^{me} X et la banque déclarent accepter les mandats qui leur sont respectivement conférés ci-dessus ;

i) M. X se réserve le droit de faire fonctionner le compte, de le diminuer ou d'en opérer le retrait total sous sa seule quittance et décharge ;

j) Il est entendu entre les parties en cause que la banque de sera valablement déchargée dudit dépôt, soit par la décharge que lui donnera M. X soit par celle qui lui sera donnée par M^{me} X du vivant de son mari ou après le décès de celui-ci.

k) Le contrat sera exécuté à N, la législation applicable est celle en vigueur dans le canton de N.

Fait à N. en double exemplaire.

M^{me} X reconnaît les dispositions de ce contrat et du

règlement ci-joint comme obligatoires aussi pour elle et signera, le cas échéant, comme suit.

Modèle de contrat de la Société de Crédit Suisse

Entre les soussignés :

M. domicilié ordinairement à et M. domicilié ordinairement à agissant conjointement et solidairement dans la présente convention et élisant tous domicile à aux fins des présentes en l'étude de M^e à déposants solidaires d'une part, et la Société de Crédit Suisse, à dépositaire d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1^o M. chargent conjointement et solidairement la Société de Crédit Suisse, de recevoir et de conserver en dépôt les titres, sommes, valeurs, papiers et objets, qui lui seront remis par eux ;

2^o M. chargent conjointement et solidairement la Société de Crédit Suisse de gérer au mieux de leurs intérêts le dépôt ainsi effectué et notamment d'encaisser le revenu des valeurs, le produit de leur vente et le montant de leur remboursement ;

3^o Les perceptions et encaissements effectués seront portés au crédit d'un compte courant ouvert par la Société de Crédit Suisse aux déposants conjointement et solidairement, autant que les déposants n'auront pas donné d'autres instructions avant l'échéance ; ce compte courant sera dé-

nommé « compte joint de MM. », il fera partie intégrante du dépôt effectué par les déposants.

4° Pour tout ce qui concerne ce dépôt, la Société de Crédit Suisse se réfère à son règlement pour la garde de titres et autres valeurs dont un exemplaire est attaché au présent contrat et qui fait droit pour les relations juridiques entre les contractants. Elle se réserve le droit d'apporter par la suite dans ledit règlement les modifications qui lui sembleront nécessaires et qui de plein droit seront applicables aux dépôt susmentionné. Avis de ces modifications sera donné au déposant avant leur mise en pratique ;

5° Il est formellement stipulé par les présentes, tant entre M. réciproquement qu'entre M. conjointement et solidairement d'une part et la Société de Crédit Suisse, d'autre part, que chacun des déposants solidaires aura isolément et individuellement le droit de faire fonctionner le compte de dépôt et le compte joint établi comme il est dit ci-dessus, de telle sorte que soit le compte dépôt, soit le compte joint pourront être augmentés, diminués et totalement retirés par M. agissant individuellement par leur seule signature. En conséquence, il est expressément entendu et convenu que M. devront être considérés comme créanciers solidaires de la Société de Crédit Suisse, au sens de l'article 169 du Code fédéral des obligations et que la reddition des titres et le paiement de toute somme effectué par la Société de Crédit Suisse à l'un ou à l'autre de ces créanciers libérera ladite société aussi vis-à-vis des codéposants, conformément à l'article 170 du Code fédéral des obligations ;

6° Il est formellement stipulé entre les parties en cause que le mandat de dépôt et de gérance et l'autorisation pour la remise du dépôt donnés par les déposants solidaires à la Société de Crédit Suisse subsisteront malgré le décès de l'un ou l'autre des déposants et malgré son incapacité civilement déclarée, la Société de Crédit Suisse, continuant à être valablement déchargée vis-à-vis de tous tiers ou héritiers par la seule signature de l'un des déposants ou de ses héritiers.

Du moment, toutefois, que la Société de Crédit Suisse se trouverait sommée par l'un des codéposants de ne plus donner suite à une demande de reddition du dépôt, soulevée par un autre codéposant, la remise du dépôt ne pourrait plus être effectuée qu'à l'ensemble des déposants ou à leurs héritiers ;

7° MM. déclarent garantir solidairement la Société de Crédit Suisse contre toute perte et tout dommage qu'elle pourrait éprouver à la suite de l'exécution des ordres régulièrement reçus d'un des titulaires du compte joint, notamment contre toute revendication juridique portée devant n'importe quels tribunaux par leurs héritiers ou ayants droit ou par tous tiers quelconques ;

8° Le présent contrat sera exécuté à tant pour la remise que pour le retrait du dépôt et de ses accessoires. Tous les droits et devoirs réciproques qui se rattachent au contrat de dépôt et de mandat seront régis uniquement par la législation en vigueur dans le canton de et toutes contestations y relatives seront soumises aux tribunaux de canton avec ce droit de recours au tribunal fédéral, s'il y a u, à l'exclusion de toute autre juridiction.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
OUVRAGES CONSULTÉS...	5
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I. — Du dépôt de titres en banque du compte joint.....	23
CHAPITRE II. — Naissances des comptes joints en France. Leur fonctionnement. Lois de 1903.	61
CHAPITRE III. — Le compte joint à l'étranger.....	81
CONCLUSIONS.....	117
ANNEXES.....	123

